

LA PRODUCTION GAZIÈRE ALGÉRIENNE EN HAUSSE DE 4 %

Le cap des 62 milliards de m³ franchi en 7 mois

L'Algérie confirme la bonne tenue de sa production gazière en 2026. Le pays a en effet produit 62,621 milliards de m³ de gaz naturel durant les sept premiers mois de l'année, en hausse de 4 % par rapport aux 60,184 milliards de m³ enregistrés sur la même période de 2025. Cette progression intervient dans un contexte marqué par une demande intérieure soutenue, notamment de la part du secteur électrique. P 3



ÉLECTRONIQUE ET ÉLECTROMÉNAGER

Lancement aujourd'hui de cinq opérations d'exportation

L'industrie électronique et électroménagère algérienne poursuit son offensive sur les marchés extérieurs. Cinq nouvelles opérations d'exportation seront ainsi lancées ce jeudi, au départ des wilayas de Sétif, de Bordj Bou Arreridj et d'El Tarf, avec des produits destinés à six marchés étrangers : le Mali, la Mauritanie, la Libye, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie.

P 2

PROJET DE PHOSPHATE INTÉGRÉ

Lancement des travaux de réalisation

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, effectue mercredi et jeudi une visite de travail et d'inspection dans les wilayas d'Annaba, Souk Ahras, Tébessa et Bir El Ater, consacrée au lancement officiel des travaux du projet de phosphate intégré et au suivi de ses différentes composantes.

P 3

DESSALEMENT D'EAU DE MER

L'Algérie dans le Top 5 mondial et leader africain

L'Algérie renforce sa position dans l'industrie mondiale du dessalement d'eau de mer. Sa capacité nationale est ainsi passée de 2,1 millions de m³/jour au début de 2020 à 3,7 millions de m³/jour actuellement. Le dessalement couvre désormais 42 % des besoins nationaux en eau potable, un taux qui dépasse même 70 % dans les grandes villes côtières et du Nord. Grâce à cette progression, l'Algérie figure aujourd'hui dans le Top 5 mondial, tout en étant leader africain et deuxième dans le monde arabe, derrière l'Arabie saoudite, selon Mouloud Hachelef, assistant du PDG de l'Algérien Desalination Company (ADC).

P 3

AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Lancement d'un projet de jumelage entre l'Algérie et l'UE

P 2

MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ

Ouverture du recrutement externe au profit de 684 agents contractuels

P 2

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Djezzy Payment Services autorisé à se constituer en PSP

P 4

MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ

Ouverture du recrutement externe au profit de 684 agents contractuels

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a annoncé, mercredi dans un communiqué, l'ouverture du recrutement externe au profit de 684 agents contractuels, en vue d'améliorer les services offert aux différentes catégories prises en charge par le secteur. Cette opération de recrutement "se fera par contrat à durée indéterminée (CDI) à temps plein, au niveau de l'administration centrale, des directions de l'action sociale et de la solidarité (DASS) des wilayas, des établissements spécialisés, des centres nationaux de formation et des établissements Diar-Rahma", précise la même source.

Cette opération concerne également "les centres nationaux d'accueil pour jeunes filles et femmes victimes de violences et en situation de détresse, le Centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme (CIDDEF), ainsi que les services des équipes mobiles d'intervention d'urgence". Le ministère a indiqué que le recrutement s'effectuera par voie de concours sur examen professionnel, réparti selon les grades indiqués via le lien suivant : <https://drive.google.com/file/d/16Kpcv5OB-Uc5koGh1lr3YDcl0iHxWI/view?usp=sharing>". Le dépôt des dossiers est ouvert au niveau des établissements et administrations concernés par le recrutement à partir du dimanche 27 septembre courant, dans un délai maximal de 20 jours". Les personnes intéressées peuvent consulter les conditions d'accès pour chaque poste d'emploi via le lien suivant : <https://drive.google.com/file/d/12mutYcxg0NUjjRHRRtKHBXceZhC1lIJk/view?usp=sharing>", souligne-t-on dans le communiqué.

APS

ÉLECTRONIQUE ET ÉLECTROMÉNAGER

Lancement aujourd’hui de cinq opérations d’exportation

L'industrie électronique et électroménagère algérienne poursuit son offensive sur les marchés extérieurs. Cinq nouvelles opérations d'exportation seront ainsi lancées ce jeudi, au départ des wilayas de Sétif, de Bordj Bou Arreridj et d'El Tarf, avec des produits destinés à six marchés étrangers : le Mali, la Mauritanie, la Libye, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie.

Par S. R.

Menée par les entreprises Condor, Sinova Samsung, Geant, Iris et Maxwell, cette opération marque une nouvelle extension de la présence du produit électroménager algérien à l'international. Elle intervient dans le prolongement de la dynamique engagée en 2026 par les entreprises du secteur, notamment depuis Sétif et Bordj Bou Arreridj, deux pôles importants de l'industrie électronique et électroménagère nationale. L'entrée du Mali dans cette nouvelle opération constitue d'ailleurs l'un des principaux faits marquants. Le marché malien devient ainsi une nouvelle destination pour les produits fabriqués en Algérie, offrant aux opérateurs nationaux un débouché supplémentaire dans l'espace sahélien. Pour les entreprises concernées, cette ouverture permet notamment d'explorer de nouvelles opportunités commerciales et de poser les bases de relations susceptibles de se développer progressivement. La nouvelle opération traduit égale-

ment l'élargissement de la cartographie des marchés ciblés par les fabricants algériens. Aux destinations déjà prospectées ou desservies par les opérateurs nationaux viennent en effet s'ajouter l'Égypte et la Jordanie, portant ainsi à six le nombre de marchés concernés par cette série d'expéditions. L'Afrique du Nord, le Sahel et le Moyen-Orient apparaissent dès lors comme des espaces importants dans la stratégie de diversification des débouchés. Cette évolution intervient alors que les capacités industrielles développées au niveau national cherchent davantage à se traduire en volumes destinés à l'exportation. Les entreprises de Sétif et de Bordj Bou Arreridj disposent notamment d'un tissu industriel spécialisé dans plusieurs catégories de produits électroniques et électroménagers, ce qui leur permet de viser des marchés régionaux présentant des perspectives commerciales intéressantes. Pour le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, l'enjeu consiste précisément à accompagner cette dynamique en

facilitant l'accès des entreprises nationales aux marchés étrangers. L'objectif affiché est de diversifier les destinations d'exportation et de renforcer la présence du produit algérien sur les marchés africains, arabes et européens. L'ouverture de nouveaux débouchés constitue également un moyen de réduire la concentration des exportations sur un nombre limité de destinations. Dans cette perspective, le développement des ventes vers le Mali, la Mauritanie, la Libye, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie offre aux fabricants algériens plusieurs espaces commerciaux à proximité, avec des marchés présentant des profils et des besoins différents. Cette opération s'inscrit ainsi dans une démarche plus large de consolidation des exportations hors hydrocarbures. Pour l'industrie électroménagère, l'enjeu est désormais de transformer les capacités de production nationales en flux commerciaux réguliers, tout en élargissant progressivement le réseau de clients et de partenaires à l'étranger.

AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Lancement d’un projet de jumelage entre l’Algérie et l’UE

Un projet de jumelage entre l'Algérie et l'Union européenne, consacré à l'appui au cadre réglementaire de l'agriculture biologique et au label de qualité agricole, a été officiellement lancé hier à Alger, avec pour objectif de renforcer le système national d'attribution des labels et de rapprocher la réglementation algérienne des normes européennes et des référentiels internationaux. Le projet a été lancé lors d'un séminaire organisé au siège de la Chambre nationale d'agriculture (CNA) par le

ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en présence notamment des ambassadeurs de l'Union européenne, d'Italie et de France, ainsi que de représentants des différents secteurs concernés. Le projet qui s'étalera sur une période de 24 mois vise notamment à renforcer le système d'attribution des labels et à élaborer le cadre réglementaire relatif à l'agriculture biologique, en conformité avec les normes européennes et les référentiels internationaux. Il repose, à ce titre, sur une coopération

directe entre des experts des administrations publiques italiennes et françaises et leurs homologues algériens. Il prévoit également l'implication des instituts techniques, des chambres d'agriculture et des producteurs dans les différentes étapes de sa mise en œuvre. Les différents acteurs impliqués dans le projet ont présenté des communications portant notamment sur les enjeux liés au développement de l'agriculture biologique et à la qualité des produits agricoles. En marge du séminaire, les participants ont visité

une exposition consacrée à une diversité de produits biologiques à forte valeur ajoutée issus de différentes régions du pays. Les producteurs et les représentants des chambres d'agriculture ont présenté les caractéristiques de ces produits et fourni des informations sur leurs conditions de production. Cette exposition a permis de mettre en avant la diversité des produits biologiques algériens et les potentialités des producteurs nationaux dans ce domaine.

Synthèse R E.

Achèvement des études de réalisation de l’aéroport

Les études techniques relatives à la réalisation des infrastructures de base du futur aéroport national et international de la wilaya de Beni-Abbes ont été achevées et soumises à l'approbation réglementaire de la Caisse nationale d'équipement pour le développement (CNED), relevant du ministère des Finances, a-t-on appris, mercredi, auprès de la Direction locale des Travaux publics (DTP).

Selon Hachemi Azzouz, responsable du service des infrastructures aéroportuaires au sein de cette direction, les études techniques ont été finalisées et transmises à la CNED pour approbation, conformément à la procédure réglementaire en vigueur, en vue du financement et du lancement prochain des travaux de réalisation des infrastructures de base de cette future plateforme aéroportuaire.

Ce projet aéroportuaire d'envergure, qui sera réalisé dans la région de Z'ghmara, à 40 km

au sud-ouest de Beni-Abbes, à proximité de la route nationale RN 6A reliant le Sud-Ouest au nord du pays, a bénéficié d'une assiette foncière globale de 3.430 hectares, a-t-il précisé.

Inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à renforcer les infrastructures aéroportuaires dans le sud-ouest du pays, ce projet contribuera à consolider le réseau aéroportuaire existant dans la région, qui comprend notamment les aéroports de Bechar, Tindouf, Adrar, Bordj Badji Mokhtar et Timimoun, a-t-il expliqué.

Le site du futur aéroport s'étendra sur une superficie totale de 90.775 mètres carrés, dont 13.816 mètres carrés de surface bâtie, 19.305 mètres carrés consacrés aux parkings et aux voiries et 9.212 mètres carrés réservés aux espaces verts, selon des données fournies précédemment par la Direction générale de l'Etablissement de gestion des services aéroportuaires d'Oran (EGSA-Oran), partie pre-

nante du projet.

Le projet comprend également une zone technique dotée notamment d'une tour de contrôle, d'un bâtiment dédié à la sécurité et à la lutte contre les incendies, d'une centrale énergétique, ainsi que d'infrastructures hydrauliques nécessaires au bon fonctionnement de l'aéroport.

Ces installations sont destinées à garantir la sécurité des vols et à assurer le bon déroulement des opérations ainsi que la qualité des prestations de services au sein de l'infrastructure.

Une zone administrative est également prévue. Elle regroupera notamment les services de sécurité, de douane et des compagnies aériennes.

Le projet prévoit en outre des espaces communs et des installations destinées à l'Office national de la météorologie (ONM), ainsi qu'un hangar de fret, un dépôt de carburant équipé de cuves de stockage et d'une station

de pompage, en plus d'autres structures nécessaires à l'accueil des voyageurs et au fonctionnement de l'aéroport.

Plusieurs espaces de l'assiette foncière globale affectée à la réalisation de l'aéroport seront, par ailleurs, réservés à de futures extensions, notamment pour les espaces dédiés aux passagers, les installations techniques et le dépôt de carburant, ainsi qu'à d'autres activités, afin de répondre à l'évolution future des besoins de cette infrastructure aéroportuaire, selon les données de l'EGSA-Oran.

Outre l'amélioration du transport aérien des passagers et du fret, aussi bien dans la wilaya de Beni-Abbes que dans l'ensemble de la région du sud-ouest du pays, les autorités locales soulignent que ce projet contribuera à stimuler l'activité touristique dans cette région, connue pour ses richesses naturelles, culturelles et touristiques, et à insuffler un nouvel élan à l'économie locale.

APS

LA PRODUCTION GAZIÈRE ALGÉRIENNE EN HAUSSE DE 4 %

Le cap des 62 milliards de m³ franchi en 7 mois

L'Algérie confirme la bonne tenue de sa production gazière en 2026. Le pays a en effet produit 62,621 milliards de m³ de gaz naturel durant les sept premiers mois de l'année, en hausse de 4 % par rapport aux 60,184 milliards de m³ enregistrés sur la même période de 2025. Cette progression intervient dans un contexte marqué par une demande intérieure soutenue, notamment de la part du secteur électrique.

Par S R.

La production gazière algérienne a ainsi atteint 8,612 milliards de m³ en juillet dernier, soit une progression de 3 % sur un an. Après un léger recul de 0,4 % en juin, à 8,168 milliards de m³, elle a donc renoué avec une évolution positive, d'après la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Sur les sept premiers mois de l'année, janvier a enregistré le niveau mensuel le plus élevé, avec 10,437 milliards de m³, suivi de mars avec 9,669 milliards, puis de février avec 8,946 milliards. La production s'est ensuite établie à 8,447 milliards de m³ en avril, 8,342 milliards en mai, 8,168 milliards en juin et 8,612 milliards en juillet. Cette performance intervient alors que la consommation nationale de gaz connaît, elle aussi, une hausse. Sur les sept premiers mois de 2026, elle a progressé de près de 7 %, passant de 30,942 à 33,149 milliards de m³. Cette hausse a été particulièrement marquée en juillet, avec une consommation de 4,657 milliards de m³, en progression de 12,6 % sur un an. Le secteur de la production d'électricité concentre d'ailleurs une part importante de cette

demande : il a consommé 3,208 milliards de m³ en juillet, soit 69 % de la consommation nationale du mois et près du double du niveau enregistré un an auparavant, à 1,606 milliard de m³. Cette évolution accompagne une forte augmentation de la demande électrique durant la période estivale. La pointe de consommation d'électricité a ainsi atteint près de 21 400 MW le 13 juillet, avant de dépasser ce niveau le 19 août, à 21 828 MW. La progression de la consommation intérieure s'est par ailleurs accompagnée d'une baisse des exportations gazières en juillet. Celles-ci ont reculé de plus de 5 % sur un an, à 3,764 milliards de m³, contre 3,971 milliards de m³ en juillet 2025. Les exportations par gazoduc ont toutefois progressé, atteignant 3,184 milliards de m³ contre 2,938 milliards un an auparavant, tandis que les exportations de gaz naturel liquéfié ont diminué à 580 millions de m³, contre 1,032 milliard de m³ en juillet 2025. En août, les exportations de GNL sont d'ailleurs restées à un niveau relativement bas, avec 0,45 million de tonnes, soit environ 612 millions de m³. Les cargaisons de GNL algérien expédiées ce mois-là ont notamment été destinées à quatre

marchés européens : la Turquie, avec 211 000 tonnes, l'Italie avec 108 000 tonnes, la France avec 99 000 tonnes et l'Espagne avec 32 000 tonnes. Parallèlement, de nouvelles perspectives commerciales se dessinent en dehors du marché européen. Le Bangladesh négocie ainsi avec l'Algérie l'achat potentiel de dix cargaisons de GNL par an, dans le cadre d'un contrat de court terme. Les discussions portent encore sur les prix, les calendriers de livraison et les conditions de fourniture. Les chiffres des sept premiers mois montrent ainsi une progression simultanée de la production et de la consommation gazières. Avec plus de 62 milliards de m³ produits depuis le début de l'année, l'Algérie dispose d'une production en hausse, alors même que l'utilisation du gaz par le marché intérieur progresse sous l'effet notamment de la demande électrique. Cette évolution met en évidence le double enjeu de la politique gazière nationale : maintenir un niveau de production permettant de répondre à l'augmentation des besoins domestiques, tout en préservant les capacités d'exportation, notamment de gaz naturel liquéfié et de gaz acheminé par gazoduc.

PROJET DE PHOSPHATE INTÉGRÉ Lancement des travaux de réalisation

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, effectue mercredi et jeudi une visite de travail et d'inspection dans les wilayas d'Annaba, Souk Ahras, Tébessa et Bir El Ater, consacrée au lancement officiel des travaux du projet de phosphate intégré et au suivi de ses différentes composantes. Il est accompagné du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djel-laoui, du ministre des Mines et des Industries minières, Mourad Hanifi, ainsi que du président-directeur général de Sonatrach, Noureddine Daoudi, et de cadres des secteurs concernés. Cette visite intervient dans le prolongement de la signature, le 12 août 2026, des contrats portant sur la réalisation de plusieurs infrastructures stratégiques liées au projet. Elle s'inscrit dans la mise en œuvre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à accélérer la réalisation de ce projet et à garantir son entrée en production dans les délais fixés. Le projet de phosphate intégré constitue l'un des principaux projets structurants du secteur minier. Il vise à exploiter les ressources nationales en phosphate et à développer leur transformation localement, à travers une chaîne industrielle allant de l'extraction et de la valorisation du minerai jusqu'à la production d'engrais et de produits chimiques à forte valeur ajoutée. La délégation ministérielle inspectera à cet effet les sites d'extraction et de valorisation minières, les installations et complexes de transformation ainsi que les infrastructures de transport, de base et de logistique nécessaires au fonctionnement du projet. Cette chaîne intégrée doit permettre d'accroître la valeur ajoutée créée localement et de renforcer les capacités nationales dans le domaine des engrais, tout en favorisant le développement d'activités industrielles connexes. La visite permettra également de constater l'état d'avancement des travaux et le niveau de préparation technique des différentes composantes du projet.

Synthèse R E.

DESSALEMENT D'EAU DE MER

L'Algérie dans le Top 5 mondial et leader africain

Par Selma R.

L'Algérie renforce sa position dans l'industrie mondiale du dessalement d'eau de mer. Sa capacité nationale est ainsi passée de 2,1 millions de m³/jour au début de 2020 à 3,7 millions de m³/jour actuellement. Le dessalement couvre désormais 42 % des besoins nationaux en eau potable, un taux qui dépasse même 70 % dans les grandes villes côtières et du Nord. Grâce à cette progression, l'Algérie figure aujourd'hui dans le Top 5 mondial, tout en étant leader africain et deuxième dans le monde arabe, derrière l'Arabie saoudite, selon Mouloud Hachelef, assistant du PDG de l'Algerian Desalination Company (ADC). Cette montée en puissance repose notamment sur le Programme complémentaire n°1 (PC1), dont les cinq grandes stations fonctionnent désormais à pleine capacité. Leur production cumulée a dépassé 500 millions de m³, Fouka, Cap Djinet et Cap Blanc ayant chacune franchi le seuil des 100 millions de m³ produits. « Les cinq stations du PC1 fonctionnent à 100 % de leur capacité », a indiqué Mouloud Hachelef lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale. Cette dynamique sera bientôt renforcée par le Programme

complémentaire n°2 (PC2), qui prévoit la construction de six nouvelles mégastations, pour une capacité supplémentaire de 1,8 million de m³/jour. La première tranche concerne les stations d'Aïn Ajroud, à Tlemcen, de Sidi Ladjel, à Mostaganem, et de Dahra, à Chlef. Lancés en novembre 2025, les travaux doivent s'achever dans un délai maximal de 36 mois, avec une mise en service progressive prévue entre 22 et 26 mois. « Nous avons prévu une mise en service progressive pour ne pas attendre l'achèvement total des travaux avant de commencer à injecter de l'eau dans le réseau », a précisé le responsable. L'objectif est également de faire parvenir l'eau dessalée vers les régions de l'intérieur, sur des distances pouvant atteindre 150 à 200 kilomètres. Les nouvelles stations contribueront ainsi à l'alimentation de Saïda, de Sidi Bel Abbès et du sud de Tlemcen, tandis que la station de Chlef desservira des zones s'étendant jusqu'à Médéa. À l'horizon 2030, la capacité nationale devrait atteindre 5,7 millions de m³/jour, ce qui permettrait de couvrir près de 60 % des besoins en eau potable. Pour Mouloud Hachelef, il s'agit d'« utiliser le dessalement comme un levier pour sécuriser durablement l'alimentation en eau potable, y compris

dans les régions de l'intérieur ». La filière connaît par ailleurs une progression notable en matière de maîtrise technologique : la réalisation, l'exploitation et la maintenance des stations sont désormais assurées à 100 % par des ingénieurs et cadres algériens. Les opérations de maintenance préventive, généralement limitées à trois ou sept jours, sont programmées avec l'ADE en dehors des périodes de forte consommation. Des arrêts d'urgence peuvent néanmoins être provoqués par une forte turbidité de l'eau, notamment lors d'intempéries ou de phénomènes liés aux algues. « Les arrêts programmés sont préparés à l'avance avec les services de distribution afin de garantir la continuité de l'alimentation et de réduire au maximum leur impact sur les usagers », a expliqué le responsable. Sur le plan financier, plus de 2,4 milliards de dollars ont été mobilisés pour le PC1, et près de 3 milliards pour le PC2. Chaque chantier peut générer jusqu'à 1 500 à 1 700 emplois durant sa phase de construction, et plus de 100 emplois directs permanents en exploitation. L'intégration industrielle constitue désormais un autre objectif majeur : l'Algérie ambitionne en effet de produire localement davantage d'équipements et de pièces de rechange, dont les mem-

branes d'osmose inverse. « Nous voulons aller vers davantage d'intégration nationale, notamment dans la fabrication des équipements et des pièces de rechange », a souligné Mouloud Hachelef. Les efforts portent également sur l'efficacité énergétique, avec des récupérateurs affichant des rendements de 40 à 55 %, ainsi que sur l'intégration progressive des énergies renouvelables. Cette expérience commence par ailleurs à susciter l'intérêt à l'étranger. Des délégations allemandes et saoudiennes ont récemment échangé avec les acteurs algériens de la filière, tandis que plusieurs pays africains, dont la Mauritanie, la Libye et l'Angola, sollicitent désormais l'expertise nationale pour la réalisation et la gestion de grandes stations. « Plusieurs pays africains s'intéressent aujourd'hui à l'expérience algérienne dans le domaine des grandes stations de dessalement », a relevé Mouloud Hachelef. Le lancement prochain d'une Académie spécialisée devrait enfin renforcer la formation continue des compétences nationales. L'Algérie cherche ainsi à consolider une filière intégrée, allant de la construction à l'exploitation et à la maintenance des stations, avec l'ambition de renforcer progressivement la production locale des équipements.

CONFÉRENCE DES ETATS PARTIES À LA CONVENTION ARABE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Rencontre bilatérale entre la HATPLC et son homologue saoudienne

Le président par intérim de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), M'Hamed Djellaoui, a tenu à Doha (Qatar), une séance de travail avec une délégation de l'Autorité saoudienne de contrôle et de lutte contre la corruption, indique, mercredi, un communiqué de la HATPLC.

Cette rencontre, tenue en marge des travaux de la 6e Conférence des Etats parties à la Convention arabe de lutte contre la corruption, a permis de "passer en revue plusieurs projets et programmes de la HATPLC en matière de promotion de la transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, et de s'enquérir des pratiques adoptées dans les deux pays en vue de développer les mécanismes de travail dans ce domaine", précise la même source.

Les deux parties ont également évoqué "les perspectives de renforcement de la coopération et d'échange d'expertises et de bonnes pratiques, afin de contribuer au développement de l'action institutionnelle et de tirer profit des expériences et initiatives réussies des deux parties". A noter que la rencontre s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie auprès de l'Etat du Qatar, M. Salah Attia, conclut le communiqué.

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE Djezzy Payment Services autorisé à se constituer en PSP

Le Conseil monétaire et bancaire de la Banque d'Algérie (BA), réuni en session ordinaire, sous la présidence du Gouverneur de la BA Mohand Bouraï, a décidé d'autoriser "Djezzy Payment Services", filiale d'Optimum Telecom Algérie, à se constituer en Prestataire de services de paiement (PSP), indique mercredi le Conseil dans communiqué. Les PSP sont des intermédiaires financiers faisant partie des nouveaux acteurs créés dans le cadre de loi 23-09 portant loi monétaire et bancaire, visant à diversifier les moyens de paiement et contribuer au renforcement de l'inclusion financière, précise-t-on de même source. Cette autorisation de constitution, ajoute l'organe de la BA, "est accordée conformément au règlement n 25-02 fixant les conditions d'autorisation de constitution, d'agrément et d'exercice d'activités des Prestataires de Services de Paiement, elle sera suivie d'une demande d'agrément à soumettre à la Banque d'Algérie, au plus tard, douze (12) mois, à compter de la date de notification de la décision d'autorisation de constitution".

OLYMPIADES DES MÉTIERS

L'Algérie présente pour la première fois à la WorldSkills International à Shanghai

L'Algérie marque sa présence pour la première fois à la WorldSkills International (Olympiades des métiers), dont la 48e édition s'est ouverte, mardi à Shanghai (Chine), en présence de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, indique un communiqué du ministère. L'Algérie est présente à cette manifestation mondiale, qui se poursuivra jusqu'à lundi prochain, à travers la participation des jeunes Akram Hazir, dans la spécialité "Technologie automobile", et Yasser Haouas, dans la spécialité "Applications mobiles", précise la même source.

Cet événement permettra aux participants de "prendre connaissance des dernières technologies et des normes internationales adoptées dans le domaine des compétences professionnelles", tout en offrant aux jeunes algériens "l'opportunité d'échanger avec leurs homologues de différents pays et de partager leurs expertises et expériences dans plusieurs spécialités professionnelles et technologiques", ajoute le communiqué. En marge de cette manifestation, la ministre tiendra des rencontres avec nombre de responsables et de représentants d'organismes internationaux, afin d'"examiner les

moyens de renforcer la coopération et d'échanger les expertises dans les domaines du développement des compétences et de la formation professionnelle". La participation de l'Algérie à cette édition s'inscrit dans le cadre des efforts du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels visant à "s'ouvrir sur les expériences internationales" et à "développer les spécialités en adéquation avec les besoins du marché du travail, notamment dans les domaines liés aux nouvelles technologies", conclut le communiqué.

APS

TIZI-OUZOU

La 2e édition du Salon national de la pharmacie et de la santé du 1er au 3 octobre prochain

La deuxième édition du Salon national de la pharmacie et de la santé, "Djurdjura Pharma Expo", se tiendra du 1er au 3 octobre prochain au stade "Hocine Ait Ahmed", a annoncé hier un communiqué des organisateurs. Placé sous le thème "La pharmacie algérienne au service de la souveraineté sanitaire", le Salon réunira l'ensemble de l'écosystème pharmaceutique et médical, à savoir, des pharmaciens, médecins, industriels, fabricants, distributeurs et des experts. Le thème du Salon "résume amplement l'importance du pharmacien au sein d'un univers en évolution continue, appelé à concevoir des solu-

tions tangibles face aux nouvelles réalités sanitaires et aux exigences croissantes du terrain", souligne le document des organisateurs. Plus de 80 exposants sont d'ores et déjà annoncés pour prendre part à l'événement, et une grande affluence de visiteurs professionnels est, également, attendue à ce rendez-vous qui sera marqué par la participation de plusieurs partenaires institutionnels et économiques exerçant dans le domaine. Outre les stands de l'exposition des différents laboratoires et distributeurs pharmaceutiques, le Salon portera aussi sur un riche programme de conférences qui seront animées par des spécialistes dans les domaines de la pharmacie et de

la santé. Cette deuxième édition du Salon, soulignent par ailleurs les organisateurs, "s'ouvrira davantage sur l'international dans un cadre privilégiant le dialogue interprofessionnel propice à l'émergence de nouvelles synergies entre les différents acteurs". Pour rappel, la 1ère édition du Salon national de la pharmacie et de la santé, organisée en septembre 2025 avait enregistré la participation de 65 exposants, 1.353 médecins généralistes et spécialistes, 1.282 Pharmaciens d'officine, 1.068 étudiants et 977 pharmaciens spécialistes.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 20 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 20 Septembre 2026

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		دج / كغ			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	106	116	96	البطاطا
	Tomate	101	114	88	الطماطم
	Oignon sec	78	86	70	البصل الجاف
	Ail sec	814	878	750	الثوم الجاف
	Carotte	142	153	130	الجزر
	Navet	171	187	155	اللفت
	Poivron	142	155	129	الفلفل الاخضر
	Piment	157	173	140	الفلفل الحار
	Courgette	156	170	142	الكوسة
	Haricot vert	263	284	242	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	166	180	151	الخس
Fruits frais	Pomme locale	440	535	345	التفاح المحلي
	Datte	523	627	418	التمر
	Raisin	288	344	231	العنب
	Melon	102	112	91	البطيخ الاصفر
	Pastèque	83	91	75	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2142	2258	2025	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	552	565	539	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	22	20	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	342,00	-0,87	-1,16	-5,20	7,29	7,60	290	99 180,00
AYRADE	AYRD	815,00	815,00	0,00	0,00	0,15	116,43	-	906	738 390,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1 400,00	0,00	0,00	-0,11	7,56	7,64	43368	60 715 200,00
BIOPHARM	BIO	2 516,00	NC	0,00	0,05	0,76	6,89	6,36	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 039,00	2049,00	0,49	0,07	-6,47	8,49	8,54	51364	105 244 836,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-1,25	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	NC	0,00	0,72	2,10	1,19	8,12	0	0,00

APS

PROJETS D’INVESTISSEMENT

L’AAPI renforce le suivi de terrain

L’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI) accélère le suivi des projets sur le terrain pour accompagner leur concrétisation et favoriser leur entrée en production. L’objectif est désormais de transformer les décisions d’investissement en projets opérationnels, générateurs de valeur ajoutée, d’emplois et de capacités de production locales.

Par Zahir R.

Cette orientation a été mise en avant par le directeur général de l’Agence, Omar Rekkache, lors d’une visite de terrain dans la zone industrielle de Larbatache, dans la wilaya de Boumerdès, consacrée au suivi de plusieurs projets d’investissement et à l’attribution de contrats de concession portant sur du foncier économique destiné à l’investissement. « L’investissement ne se mesure pas uniquement au nombre de projets enregistrés ou au volume des montants déclarés », mais essentiellement à la capacité de ces projets à « se transformer en unités de production effectives », créatrices de richesse et d’emplois et répondant aux besoins du marché national, a souligné M. Rekkache. Cette nouvelle approche traduit, dira-t-il, la volonté de l’Agence de passer du suivi administratif des dossiers à une évaluation concrète de l’avancement des projets sur le terrain, avec un accompagnement plus étroit des investisseurs et une intervention pour lever les éventuels obstacles susceptibles de retarder leur réalisation.

33 milliards de DA d’investissements

Dans la zone industrielle de Larbatache, l’AAPI a accordé 21 contrats de concession portant sur du foncier économique destiné à la réalisation de projets dans plusieurs secteurs. Les investissements concernés couvrent notamment les industries agroalimentaires, les produits parapharmaceutiques et d’hygiène, les équipements industriels, les équipements sensibles ainsi que la fabrication de panneaux solaires. La valeur globale déclarée de ces projets atteint environ 33 milliards de dinars. Leur entrée en exploitation devrait permettre la création de plus de 3.600 emplois directs, contribuant ainsi à renforcer la base productive nationale et à diversifier le tissu industriel. Pour l’AAPI, ces projets présentent également un intérêt en matière de renforcement de l’offre locale et de réduction du recours aux importations, deux objectifs qui figurent parmi les principaux enjeux de la poli-

tique actuelle de développement de l’investissement. Parmi les projets visités figure une unité dédiée à la fabrication de canettes en aluminium pour boissons non alcoolisées, reposant sur une technologie américaine de haut niveau. Un projet d’investissement portant sur la fabrication d’emballages en aluminium destinés aux boissons non alcoolisées. Avec une capacité de production annoncée de 800 millions de canettes par an, le projet lancé par la société BBGCA devrait générer environ 250 emplois directs. Son entrée en exploitation est prévue pour la fin du premier trimestre 2027. L’intérêt économique de cette unité réside notamment dans son potentiel de substitution à une partie des importations. Selon les données présentées par le DG de l’AAPI, les importations de canettes en aluminium destinées aux boissons représentent environ 120 millions de dollars par an. Une fois opérationnelle, selon Omar Rekkache, l’unité devrait ainsi couvrir près de 40 % des besoins du marché national, renforçant l’offre locale dans ce segment et réduisant une partie des besoins en produits importés. Lors de l’inspection des différentes composantes du projet, M. Omar Rekkache a souligné que cette usine constitue un modèle d’investissement illustrant la diversification croissante du tissu productif national, à travers le développement d’une nouvelle activité industrielle répondant aux besoins du marché.

Soutenir la production locale

Le DG de l’AAPI, accompagné par le président du CREA, Kamel Moula, a également visité un autre projet important, concernant la production de lait infantile et de lait destiné aux nourrissons. D’une capacité de 5.000 tonnes par an, le projet devrait contribuer à l’approvisionnement du marché national en ce produit et créer plus de 100 emplois directs. Pour l’AAPI, ces investissements illustrent l’orientation croissante du foncier économique vers des projets à caractère produc-

tif, susceptibles d’avoir un impact direct sur l’offre nationale. Cette démarche s’inscrit également dans une logique de diversification de la production et de développement de nouvelles capacités industrielles dans des secteurs répondant aux besoins du marché national. Au-delà des chiffres d’investissement et d’emploi, le message porté par le directeur général de l’AAPI met l’accent sur une nouvelle étape dans la politique de promotion de l’investissement : mesurer davantage l’investissement par ses réalisations économiques concrètes. Le suivi de terrain doit permettre d’identifier les contraintes rencontrées par les investisseurs et de coordonner les interventions nécessaires avec les différents secteurs et les autorités locales afin de réduire les délais de réalisation. L’objectif est ainsi de transformer les décisions d’investissement, les contrats et les concessions accordés en unités économiques opérationnelles et durables, capables de produire, de créer des emplois et de contribuer à la croissance. « L’enjeu aujourd’hui ne réside pas seulement dans l’attraction de l’investissement, mais dans l’accélération de sa concrétisation et la réalisation de son impact économique sur le terrain », a résumé M. Rekkache. Cette orientation place ainsi la mise en exploitation effective des projets au cœur de l’action de l’AAPI, avec pour finalité de consolider progressivement une économie davantage diversifiée, productive et moins dépendante des importations. Dans le cadre de sa visite de terrain dans la zone industrielle d’Ouled Moussa, dans la wilaya de Boumerdès, le DG de l’AAPI a inspecté le projet de la société BMINOX, spécialisée dans la fabrication de matériels et d’équipements destinés aux industries agroalimentaires, du cuir, du caoutchouc et des matières plastiques. Avec un investissement estimé à 1,1 milliard de DA, le projet permettra de produire 304 unités par an, couvrant 14 catégories d’équipements et de lignes industrielles, avec un taux d’intégration locale de 90 %. À son entrée en exploitation, le projet devrait générer 130 emplois directs.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Une nouvelle unité de composants automobiles à Aïn Témouchent

L’industrie automobile en Algérie poursuit le développement de son réseau de sous-traitants locaux avec la concrétisation d’un nouveau projet spécialisé dans la fabrication de composants et de pièces destinés aux véhicules. Le guichet unique décentralisé d’Aïn Témouchent a ainsi accordé à la société « BOKS » un contrat de concession portant sur un foncier économique destiné à la réalisation d’une unité industrielle spécialisée dans la fabrication et l’assemblage de composants, d’équipements et de pièces de rechange pour automobiles, ainsi que dans la production de pièces métalliques de carrosserie par emboutissage

et formage. Implanté sur une superficie d’environ un hectare au niveau de la zone industrielle de Tamzoura, dans la wilaya d’Aïn Témouchent, le projet prévoit une capacité de production annuelle de trois (3) millions d’unités. L’unité produira notamment des pavillons de véhicules, des traverses de portes, des planchers de carrosserie, des traverses de pare-chocs ainsi que des planchers de coffre. Sa mise en exploitation devrait permettre la création d’environ 107 emplois directs. Le projet s’inscrit dans la dynamique de développement d’un tissu national de sous-traitance capable d’accompagner la montée en puissance de l’in-

dustrie automobile en Algérie. La production locale de ces composants devrait contribuer à augmenter progressivement le taux d’intégration dans la fabrication automobile, tout en réduisant le recours aux importations de certaines pièces et en développant le savoir-faire des entreprises algériennes dans un segment industriel à forte valeur ajoutée. Le développement de cette activité répond également aux besoins croissants des constructeurs automobiles installés en Algérie, qui nécessitent un réseau de fournisseurs et de sous-traitants locaux en mesure de répondre à leurs exigences en matière de qualité, de normes techniques et de régularité

des approvisionnements. Dans ce contexte, la société « BOKS » avait conclu, en février dernier, un contrat de sous-traitance avec le groupe « Stellantis » pour fournir à l’usine de fabrication de véhicules de la marque « FIAT » en Algérie des composants de ce type. Ce partenariat constitue une étape supplémentaire dans la mise en place d’une chaîne d’approvisionnement locale autour de l’industrie automobile, à travers le développement de fournisseurs algériens capables d’intégrer progressivement les chaînes de production des constructeurs. Synthèse R E.

60E ÉDITION DU SALON MARMOMAC À VÉRONE (ITALIE)
L’Algérie participe avec cinq entreprises

L’Algérie participe à un important événement en Italie. Il s’agit de la 60e édition du salon de la filière marbre Marmomac, qui se tient à Vérone, en Italie, du 22 au 25 septembre 2026, a annoncé mardi le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Cet événement constitue l’une des manifestations économiques internationales les plus importantes dans le secteur du marbre et des pierres naturelles, a souligné la même source, précisant que 54 pays y prennent part. L’Algérie marque sa présence à cette édition avec la participation de cinq (5) entreprises nationales activant dans la production et la transformation du marbre et des pierres naturelles, en présence d’un représentant du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, du consul d’Algérie à Milan, ainsi que du président de la Fédération algérienne des industries des pierres et des matériaux minéraux, a ajouté le communiqué. Selon le ministère, la présence de l’Algérie à cet événement revêt une importance particulière, compte tenu des opportunités offertes par le salon pour interagir directement avec les acteurs internationaux, organiser des rencontres d’affaires et faire connaître les capacités de production et de transformation des entreprises algériennes. Cette participation reflète également la transformation progressive que connaît l’industrie nationale, passant de la satisfaction des besoins du marché par l’importation au développement de la production locale, à la transformation industrielle et à l’augmentation de la valeur ajoutée. Cette évolution permet de répondre à la demande nationale avec des produits de qualité compétitive et de préparer une base industrielle capable de se tourner vers l’exportation, a conclu le communiqué. R E.

BOUIRA

Lancement d’une campagne de sensibilisation au dépistage précoce de l’autisme en milieu scolaire

Une campagne de sensibilisation sur le diagnostic et le dépistage précoce de l'autisme chez l'enfant, a été lancée au profit des enseignants des écoles primaires de plusieurs communes de la wilaya de Bouira, au lendemain de la rentrée scolaire, a-t-on appris auprès de la direction de l'Action sociale (DAS). Lancée depuis quelques jours par les cellules de proximité relevant de la DAS au niveau des Dairas de Sour El-Ghouzlane, M'Chedallah, Ain Bessam et Lakhdaria, en collaboration avec les centres psychopédagogiques locaux, cette campagne vise à sensibiliser les enseignants du cycle primaire au diagnostic préventif et précoce de l'autisme chez les élèves atteints de cette maladie, afin de leur assurer une prise en charge.

"A travers cette campagne, nos services sensibilisent les enseignants des écoles primaires à l'importance du diagnostic des symptômes et des signes de cette maladie chez l'enfant en milieu scolaire, ainsi qu'à l'importance d'orienter de façon précoce les enfants concernés vers des centres spécialisés relevant de la DAS pour assurer leur prise en charge", a expliqué à l'APS Mme Merabti Fatma Zohra, directrice par intérim de l'Action sociale.

La même responsable a fait savoir que des psychologues ont été déployées à cet effet dans les écoles primaires des différentes communes de la wilaya. Un espace relevant de la direction de l'action sociale est dédié à la prise en charge des enfants atteints d'autisme dans la commune de Bouira. "Tous les moyens humains et matériels nécessaires à leur prise en charge y sont disponibles pour les soigner jusqu'à leur réintégration en milieu scolaire", a encore expliqué Mme Merabti.

Au cours de cette campagne, les services des cellules de proximité et les psychologues des centres psychopédagogiques sensibiliseront les enseignants aux différentes manières d'établir un diagnostic d'autisme et de repérer les signes d'alerte de troubles autistiques chez l'enfant, a ajouté la même responsable.

Au total, 793 enfants atteints d'autisme, ont été recensés ces dernières années et pris en charge dans les différentes écoles primaires et établissements spécialisés relevant de la DAS de Bouira, dont 423 sont scolarisés dans des écoles primaires. "Ces 423 cas sont pris en charge par des auxiliaires de vie scolaire (accompagnateurs déployés par la DAS)", a fait savoir Mme Merabti.

APS

KHENCHELA

Lancement de la campagne de récolte des pommes à Tamza

Le coup d’envoi de la campagne de récolte des pommes au titre de l’année 2026 a été donné mardi dans la wilaya de Khenchela, à partir de l’exploitation agricole "Menasria Omar", située dans la localité d’Ain Guiguel, dans la commune de Tamza.

Le directeur des services agricoles DSA, Said Tamen a indiqué lors des explications techniques présentées sur place au wali, Slim Harizi, qui a supervisé le lancement de l’opération, que la production de pommes devrait atteindre 1,5 million de quintaux durant la campagne agricole en cours. Le même responsable a précisé que la superficie consacrée à la production de pommes à Khenchela est estimée à 5.752 hectares, dont 4.134 hectares, soit 67 % de la superficie totale, sont protégés par des filets anti-grêle. La wilaya dispose actuellement de capa-

cités de stockage de 254 chambres froides, d’une capacité globale de 54.412 m³, a ajouté le même responsable. Le directeur des services agricoles a également fait savoir que la variété dominante dans la filière de la pomme à Khenchela est la Golden Delicious, qui représente 62 % des pommiers de la wilaya, suivie de la Royal Gala avec 16 %, de la Top Red avec 5 % et de la Star Crimson avec 4 %, tandis que de nouvelles variétés issues de plantations intensives se partagent les 13 % restants. Il a, par ailleurs, indiqué que la filière de production de pommes compte 2.535

exploitations agricoles en activité à travers la wilaya, générant annuellement près de 16.000 emplois permanents et saisonniers. En marge du lancement de la campagne de récolte, une exposition consacrée aux principales variétés de pommes a été organisée avec la participation d’agriculteurs issus de différentes communes de la wilaya de Khenchela, considérée comme l’une des wilayas leaders dans la production de ce fruit à l’échelle nationale.

APS

ASSURANCES AGRICOLES À MILA

Indemnisation de 181 agriculteurs touchés par la grêle et les incendies de récoltes

Plus de 181 agriculteurs ayant souscrit une assurance auprès de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) de Mila ont été indemnisés pour les pertes de récoltes de céréales et de colza subies durant la saison agricole 2025-2026 du fait de la grêle et des incendies, a indiqué, mardi, le directeur de cette caisse, Mustapha Mimoun. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS que de chèques correspondant aux in-

demnités dues ont été remis aux agriculteurs sinistrés qui avaient assuré leurs récoltes auprès de la CRMA, ajoutant que la valeur totale des indemnités s'approche des 89 millions de dinars. Au total, 132 agriculteurs ont vu leurs cultures endommagées par les chutes de grêle sur une superficie estimée à 1.300 hectares répartis sur plusieurs communes de la wilaya, dont Ferdjioua, Sidi Khelifa, Tiberquient et Chelghoum Laïd. Quant au nombre de personnes

touchées par les incendies de récolte, il est estimé à 49 sur une superficie de l'ordre de 360 hectares à travers plusieurs communes, dont Grarem-Gouga, Têlaghma, Ahmed-Rachedi et Bouhatem, a précisé M. Mimoun. Il a également fait savoir que les indemnités financières ont été déterminées sur la base des rapports d'expertise réalisés par les experts agricoles agréés auprès de la Caisse "en tenant compte du taux d'indemnisation fixé dans les contrats d'assurance conclus

avec les agriculteurs". Dans le même contexte, le même responsable a appelé les agriculteurs de la wilaya de Mila à adhérer à la CRMA pour assurer leurs récoltes et bénéficier des avantages qui leur sont offerts, tels que les réductions sur la valeur de l'assurance et le report du paiement des cotisations jusqu'à la récolte, ainsi que l'accompagnement technique des différentes cultures tout au long de la saison agricole.

APS

BLIDA

Renforcement des capacités de stockage et de production d’eau par de nouvelles infrastructures

Le système de production d’eau potable de la wilaya de Blida sera renforcé, avant la fin de l’année en cours, par plusieurs nouvelles infrastructures de production et de stockage dont les travaux sont en voie d’achèvement, a-t-on appris mardi auprès de la Direction de l'hydraulique et des ressources en eau. Le directeur du secteur, Abdelkrim Allouche, a indiqué à l'APS que la wilaya avait bénéficié, au titre de l'année 2026, d'une enveloppe de près de 1,4 milliard de DA destinée à la réalisation de nouveaux projets visant à améliorer l'alimentation en eau potable (AEP). Plusieurs de ces projets ont déjà été réceptionnés, tan-

dis que d’autres devraient entrer en service avant la fin de l’année. Il s’agit notamment de la mise en service prochaine de trois (3) nouveaux forages, qui s’ajouteront à huit (8) forages réalisés récemment et à huit (8) autres réhabilités afin d’en améliorer le rendement. Ces ouvrages, réceptionnés depuis le début de l’année, ont permis d’augmenter les volumes distribués de 4.000 m3/jour. Les capacités de stockage de la wilaya seront également renforcées par trois (3) nouveaux réservoirs, dont la réception est également prévue avant la fin de l’année en cours, selon les précisions du même responsable.

Par ailleurs, M. Allouche a souligné que la wilaya bénéficie actuellement de la totalité de son quota d’eau qui lui est attribué à partir de la station de dessalement d’eau de mer (SDEM) Fouka 2 (Tipasa), estimé à 100.000 m3 /jour, sur une production quotidienne globale de 300.000 m3 assurée par cette station. Cet apport a permis d’améliorer le taux de couverture des besoins en eau de la wilaya, qui connaît une importante expansion urbaine avec la création de nouveaux pôles d’habitations comptant plusieurs centaines de milliers de nouveaux logements.

APS

DJELFA

Plus de 1,2 milliard de DA mobilisés pour la prise en charge du transport et de la restauration scolaires

Les autorités locales de la wilaya de Djelfa ont mobilisé une enveloppe de plus de 1,2 milliard de DA pour la prise en charge du transport et de la restauration scolaires au titre de la nouvelle année scolaire 2026/2027, lancée lundi, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Selon la même source, cette enveloppe a été destinée aux collectivités locales, avec 1,72 milliard de DA consacrés à la restauration scolaire et 430 millions de DA au transport scolaire, notamment au profit des zones reculées nécessitant

ce type d'accompagnement. Le wali de Djelfa, Djahid Mous, avait indiqué, lors d'une conférence de presse tenue au Collège d'enseignement moyen (CEM) Kacem Tahar du chef lieu de wilaya, où il a donné le coup d'envoi officiel de la rentrée scolaire, que le transport scolaire bénéficiait d'une attention particulière afin d'améliorer les conditions de scolarisation. Présentant les principaux indicateurs du secteur, il a précisé que le parc de transport scolaire compte plus de 600 bus, auxquels s'ajoutent ceux inclus

dans les contrats conclus par les collectivités locales avec des transporteurs privés. A noter, la nouvelle rentrée scolaire à Djelfa a été marquée par l'ouverture de 16 nouveaux établissements scolaires, dont 10 écoles primaires, cinq (5) CEM et un (1) lycée, ainsi que 18 cantines scolaires. Il est également prévu, au cours de cette année scolaire, la réception de 10 autres écoles primaires, cinq (5) CEM et quatre (4) lycées, ainsi que 16 structures de demi-pension, dont cinq (5) nouvelles et 11 ayant fait l'objet de tra-

vaux d'aménagement et de réhabilitation. Par ailleurs, le wali a rappelé que le secteur de l'éducation avait été renforcé, ces deux dernières années, par plusieurs infrastructures, notamment 43 écoles primaires et 118 cantines scolaires, ainsi que par la réalisation de projets d'extension de classes dans plusieurs établissements des différentes communes de la wilaya, dans le cadre du programme complémentaire de développement.

APS

L’administration Trump a perdu 75 des 93 affaires liées au Premier amendement

Ces affaires portaient sur des recours contre les violations commises par le gouvernement en matière de liberté religieuse, de liberté de la presse et de liberté d’expression.

Par Chris Walker (*)

Une analyse des affaires judiciaires révèle que, depuis janvier 2025, l’administration Trump a été poursuivie à des dizaines de reprises pour violation de plusieurs des droits garantis par le Premier amendement et qu’elle a perdu 8 affaires sur 10 devant les tribunaux fédéraux de première instance dans le pays. Selon un rapport de Reuters, qui a mené cette analyse, 93 recours ont été formés contre des mesures prises par la Maison Blanche depuis le début du second mandat du président Donald Trump. Parmi ces affaires, 75 ont donné lieu à des décisions défavorables à l’administration. Les recours – et les défaites – sont incroyablement nombreux. À titre de comparaison, au cours des quatre années du mandat de l’administration Biden, 27 recours fondés sur le Premier amendement ont été introduits devant les tribunaux de première instance, dont seulement 13 ont abouti à des décisions défavorables à la Maison Blanche, selon Reuters. Parmi les contestations concernant l’administration Trump, on trouvait des allégations concernant des atteintes à la liberté d’expression, à la liberté de religion et à la protection de la presse, toutes garanties par le Premier amendement, dont le texte intégral est le suivant :

Le Congrès ne pourra adopter aucune loi visant à établir une religion ou à en interdire le libre exercice ; ni à restreindre la liberté d’expression ou la liberté de la presse ; ni à restreindre le droit du peuple de se réunir pacifiquement et d’adresser des pétitions au gouvernement pour obtenir réparation de ses griefs. L’administration Trump a contesté certaines des décisions défavorables rendues par les tribunaux de première instance, en formant appel devant des juridictions fédérales supérieures afin qu’elles soient infirmées. Au total, Reuters a constaté que 15 des 75 affaires qui s’étaient soldées par un jugement défavorable à l’administration avaient soit été infirmées, soit avaient donné lieu à une injonction provisoire. Quand bien même, cela signifie que 60 des 93 recours fondés sur le Premier amendement ont été maintenus. Au cours de sa campagne, Trump a souvent mis en avant l’idée qu’il serait le défenseur de la liberté d’expression et de la liberté de culte. Il s’est également présenté comme un défenseur d’une presse libre et ouverte. Dans les faits, ses « mesures de protection » se sont révélées très sélectives, et il a utilisé ses pouvoirs présidentiels pour intimider ceux qu’il considère comme des ennemis. Concernant la liberté religieuse par exemple, la conception de Trump semble ne

s’étendre qu’à ses partisans chrétiens à condition qu’ils cherchent à ancrer leurs convictions d’extrême droite au sein du gouvernement – ce que les détracteurs qualifient de « nationalisme chrétien ». Trump semble avoir pleinement adhéré à cette vision, d’autant que certains de ces partisans le considèrent comme un envoyé de Dieu. Les attaques de Trump contre la presse ont également été nombreuses et ont notamment conduit à : Dénigrer les journalistes femmes en recourant à la misogynie et aux insultes lorsqu’elles remettent en cause ses discours ; Utiliser les pouvoirs d’enquête du ministère de la Justice pour accéder aux relevés téléphoniques de journalistes et de membres de leur famille ; Faire miroiter la possibilité d’engager des poursuites pour trahison contre des journalistes pour avoir rendu compte avec exactitude de la guerre en Iran ; parmi de nombreuses autres attaques contre la presse. La « défense » de la liberté d’expression prônée par Trump s’est également avérée très restrictive : elle vise à protéger les droits des conservateurs tout en cherchant à limiter ceux de quiconque défendrait des opinions de gauche. En fait, l’automne dernier, le président s’est même vanté d’avoir « privé de leur liberté d’expression

» les personnes qui manifestaient contre son administration. En réaction au décret présidentiel signé par Trump l’année dernière suite à l’assassinat du militant conservateur Charlie Kirk, décret qui visait à réprimer les militants de gauche et les opposants politiques de Trump, une coalition regroupant plus de 3 700 associations à but non lucratif a signé une lettre ouverte condamnant l’administration pour avoir restreint leur liberté d’expression. « Aucun président – qu’il soit démocrate ou républicain – ne devrait avoir le pouvoir de sanctionner des organisations à but non lucratif simplement parce qu’il est en désaccord avec celles-ci » spécifiait cette lettre, soulignant que le décret de Trump « ne visait pas à protéger les Américains ni à défendre l’intérêt général » mais bien « à utiliser un pouvoir sans contrôle pour faire taire l’opposition et les voix avec lesquelles il est en désaccord ». (*) Rédacteur d’actualités chez Truthout, à Madison, dans le Wisconsin. Spécialisé dans les sujets nationaux et locaux depuis le début des années 2000, il a rédigé des milliers d’articles analysant les enjeux de l’actualité et leur impact sur la population. On peut le retrouver sur la plupart des réseaux sociaux sous le pseudonyme @thatchriswalker. Source : Chris Walker, Truthout, 06-08-2026 Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

« Dédollarisation : la fin du privilège ? »

Par Stéphanie Heng et Alban de la Soudière (*)

Ce n’est pas encore une révolution monétaire. Mais c’est un changement réel peut-être aussi important. Pendant des décennies, le dollar a été le lubrifiant du commerce mondial. Pétrole, gaz, matières premières, la plupart des échanges internationaux, les réserves de change : partout, ou presque, le dollar s’est imposé comme la monnaie de référence. Et cette domination commerciale avait une conséquence particulièrement favorable aux États-Unis : le monde avait besoin de dollars, qui circulaient et dont une partie revenait acheter de la dette américaine. Ce système n’a pas disparu, loin de là, mais il est en train de s’éroder. L’expansion des BRICS en est un symptôme très visible.

La dédollarisation correspond à des flux commerciaux réels

Le groupe initial constituant les BRICS, à savoir Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, s’est considérablement élargi ces dernières années. Il rassemble désormais onze membres, auxquels s’ajoutent plusieurs pays partenaires. Leur objectif n’est pas particulièrement de créer une monnaie unique concurrente du dollar.

De manière plus pragmatique, il s’agit de réduire la nécessité d’utiliser le dollar lorsque les deux partenaires commerciaux peuvent régler directement dans leurs propres monnaies. Et c’est dans l’énergie que cette évolution devient particulièrement intéressante. La Russie, sous sanctions occidentales, a accéléré brutalement ses échanges en monnaies nationales. Avec la Chine, le rouble et le yuan sont désormais au cœur des règlements commerciaux. Concernant l’Inde, le pétrole russe acheté massivement par les Indiens a poussé les deux pays à développer des mécanismes de règlement en roubles et en roupies, et cela parallèlement à d’autres monnaies. La Chine, de son côté, pousse méthodiquement le yuan dans ses échanges énergétiques et commerciaux. Son ambition n’est pas non plus forcément de détrôner le dollar mais de créer suffisamment d’alternatives pour que la monnaie américaine ne constitue plus un passage obligé, et limiter l’impact des sanctions. Les BRICS et la dédollarisation ne vont certes pas faire disparaître le dollar, mais ils contribuent à rendre le système monétaire mondial progressivement plus multipolaire.

La participation de l’Europe à la diversification

Hors BRICS, l’euro est déjà une monnaie majeure de facturation du commerce in-

ternational. L’essentiel des échanges européens, y compris dans le secteur de l’énergie, s’effectue naturellement en euros. Cependant, malgré des liens privilégiés entre l’UE et ces pays, on ne peut pas dire que les importations de gaz de Norvège ou d’Algérie soient aujourd’hui systématiquement réglées en euros. De toute façon seuls certains contrats de long terme peuvent être concernés. Ces contrats sont multiples et souvent confidentiels. D’un autre côté le cours du pétrole au jour le jour, y compris la référence « Brent » de Mer du Nord, reste résolument coté en dollars. Néanmoins l’existence d’une monnaie européenne capable d’assumer une partie croissante des règlements internationaux constitue bel et bien une alternative au dollar.

Vers une diversification des réserves mondiales

La dédollarisation ne signifie pas la fin prochaine du dollar, mais une diversification progressive des réserves mondiales, notamment au détriment des obligations du Trésor américains (Treasuries). Le vrai risque pour les États-Unis est que la demande étrangère de dette américaine ralentisse alors même que les besoins de financement explosent. Le cas norvégien est particulièrement intéressant : le 1er septembre dernier, Norges Bank a re-commandé de réduire de 70 % à 50 % la

part des obligations d’État dans l’indice de référence du fonds souverain. Cela pourrait réduire l’exposition aux Treasuries d’environ 80 milliards de dollars. Ce n’est pas une décision politique de « sortir du dollar » : le fonds conserverait une exposition importante au dollar. Mais c’est un signal intéressant. À terme, moins de demande étrangère et davantage de dette signifient des taux de refinancement potentiellement plus élevés. Et quelques dizaines de points de base supplémentaires, appliqués progressivement à une dette colossale, peuvent causer un cercle vicieux charge d’intérêts – déficit – dette – intérêts, sans négliger le risque sérieux de change et d’inflation, tant monétaire qu’importée. Le risque majeur n’est donc pas la disparition du dollar, mais la fin progressive du financement américain exceptionnellement bon marché — avec des conséquences potentiellement énormes pour les finances américaines et, par conséquent également, pour l’ensemble du système financier mondial.

(*) Stéphanie Heng, politologue et experte en communication, ancienne Visiting Fellow à l’ORF (Observer Research Foundation, New Delhi), et Alban de la Soudière, polytechnicien, fonctionnaire international émérite. Les auteurs s’expriment à titre personnel.

MAURITANIE

La Banque Centrale
accueille la 20^e réunion
annuelle du GDFBCF

Les travaux de la 20^e réunion annuelle du Groupe des Directeurs de Formation des Banques Centrales Francophones ont débuté ce Mardi 22 septembre 2026 à Nouakchott, à l'initiative de la Banque Centrale de Mauritanie, avec la participation de représentants des banques centrales membres du Groupe.

Cette édition, placée sous le thème « La formation, levier stratégique de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences », constitue un cadre d'échange d'expériences et de bonnes pratiques en matière de développement des compétences et d'accompagnement des transformations auxquelles font face les banques centrales.

Dans son allocution d'ouverture, Monsieur Mohamed-Lemine DHEHBY, Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie, a souligné que l'accélération des mutations économiques et technologiques, conjuguée aux tensions géopolitiques, à l'évolution des systèmes de paiement ainsi qu'aux risques climatiques et cybernétiques, appelle les banques centrales à poursuivre le développement de leurs capacités et de leurs compétences afin de répondre efficacement aux nouveaux défis.

Madame Aminetou Ali, Directrice Générale des Stratégies, du Budget et des Ressources Humaines, a, pour sa part, mis en avant le rôle de la formation, du transfert des connaissances et du partage d'expériences dans le développement et la pérennisation des capacités institutionnelles, soulignant l'importance d'anticiper l'évolution des métiers et des compétences.

Monsieur Anselme Imbert, Directeur de l'Institut Bancaire et Financier International et Président du Groupe des Directeurs de Formation des Banques Centrales Francophones, a également salué le rôle de la Mauritanie au sein du Groupe et l'accueil de cette édition par la Banque Centrale de Mauritanie.

Cette rencontre offre aux banques centrales francophones un cadre privilégié de coopération et de partage d'expériences en matière de formation et de développement du capital humain, afin de renforcer leur capacité à accompagner les transformations de leur environnement institutionnel et économique.

Agence

TUNISIE - ALLEMAGNE

5,4 milliards d'euros d'échanges et
des investissements au plus haut

Les relations économiques entre la Tunisie et l'Allemagne ont atteint de nouveaux sommets en 2025. Les échanges bilatéraux ont totalisé 5,4 milliards d'euros, tandis que les investissements allemands réalisés en Tunisie ont enregistré leur meilleur niveau depuis le début de la série suivie par la FIPA en 2005.

Une dynamique qui s'est encore poursuivie au premier semestre 2026, même si la Tunisie reste, selon les statistiques de la Bundesbank citées par Germany Trade & Invest (GTAI), une destination d'investissement plus modeste que le Maroc et l'Égypte.

Selon une analyse publiée le 11 septembre 2026 par Germany Trade & Invest (GTAI), la Tunisie était en 2025 le cinquième marché d'exportation de l'Allemagne en Afrique. Cette place est remarquable au regard de la taille relativement limitée du marché tunisien. Elle s'explique surtout par l'intégration étroite du pays aux chaînes de production allemandes et européennes, en particulier dans l'automobile, les équipements électriques, le textile et plusieurs industries manufacturières.

Depuis 2021, le volume des échanges bilatéraux a atteint de nouveaux sommets chaque année. Après avoir dépassé la barre des 4 milliards d'euros en 2022, il a atteint 5,4 milliards d'euros en 2025.

L'Allemagne est également présentée par GTAI comme le troisième partenaire commercial de la Tunisie. Les importations allemandes en provenance de Tunisie dépassent les exportations allemandes vers le marché

tunisien. Le déficit commercial de l'Allemagne vis-à-vis de la Tunisie a ainsi dépassé 1 milliard d'euros en 2025.

Pourquoi la Tunisie dégage un excédent avec l'Allemagne

Ce solde s'explique en partie par le fonctionnement des chaînes industrielles. Des produits intermédiaires et semi-finis sont importés d'Allemagne, transformés dans les sites de production tunisiens, puis réexportés vers le marché allemand.

Une plateforme de production intégrée

La Tunisie ne se limite donc pas à exporter des produits finis vers l'Allemagne. Elle joue le rôle de site de transformation au sein de chaînes industrielles transfrontalières.

GTAI souligne que seuls 22 pays dans le monde ont enregistré un excédent commercial avec l'Allemagne, ce qui illustre le poids de cette intégration industrielle.

Cette intégration repose également sur le régime tunisien dit « offshore ». Les entreprises tournées vers l'exportation bénéficient notamment d'exemptions douanières, de procédures administratives simplifiées et

d'une politique de change plus favorable que celle applicable aux entreprises produisant principalement pour le marché intérieur.

Les entreprises allemandes exportatrices sont implantées en Tunisie depuis les années 1970, dans des activités allant des composants automobiles au textile, en passant par les jouets et d'autres productions manufacturières.

Selon l'enquête annuelle de la Chambre tuniso-allemande de l'industrie et du commerce (AHK Tunisie), la proximité géographique constitue l'un des principaux avantages du pays. Les livraisons des usines tunisiennes peuvent atteindre les sites de production allemands en moins d'une semaine.

GTAI met également en avant les coûts de production et de main-d'œuvre ainsi que la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée. Sur ces critères, la Tunisie est aujourd'hui présentée comme plus compétitive que de nombreux pays d'Europe centrale et orientale pour plusieurs industries à forte intensité de main-d'œuvre.

Les procédures administratives et douanières restent en revanche citées parmi les difficultés rencontrées par les entreprises.

ÉGYPTE

Le FMI souligne la « résilience sous pression » de l'économie

« Les politiques de stabilisation mises en œuvre dans le cadre du programme soutenu par le FMI ont soutenu la croissance, abaissé l'inflation, renforcé les réserves et amélioré les avoirs étrangers nets des banques », a indiqué le FMI dans un rapport signé par Amine Mati, chef de la mission du FMI en Égypte et Yevgeniya Korniyenko, économiste principale au sein du même département.

L'Égypte a affronté les tensions du Moyen-Orient avec « un centre de gravité macroéconomique plus solide », portée par une croissance de 5% au troisième trimestre de l'exercice 2025-2026, selon la note d'analyse « Focus pays » intitulée « Résilience sous pression : l'économie égyptienne a défié tous les pronostics », publiée le 21 septembre par le Fonds monétaire international (FMI).

L'article est signé par Amine Mati, chef de la mission du FMI en Égypte et directeur adjoint au département Moyen-Orient et Asie centrale du Fonds, et Yevgeniya Korniyenko, économiste principale au sein du même département.

« Les politiques de stabilisation mises

en œuvre dans le cadre du programme soutenu par le FMI ont soutenu la croissance, abaissé l'inflation, renforcé les réserves et amélioré les avoirs étrangers nets des banques », a indiqué le FMI.

Les réserves internationales ont atteint 57,21 millions/milliards de dollars fin août 2026 selon la Banque centrale d'Égypte (BCE), portées par le tourisme et un bond de 29,6 % des transferts des expatriés égyptiens à l'étranger.

Malgré l'amélioration de la capacité de l'économie à absorber les chocs, le FMI souligne que plusieurs vulnérabilités structurelles persistent, notamment « le niveau élevé de la dette publique, l'importance des besoins de financement, le recours à des emprunts courts et l'exposition élevée des banques à la dette publique ».

La livre égyptienne absorbe le choc

Avec l'escalade des conflits au Moyen-Orient, les investisseurs étrangers qui détenaient pour 39,1 milliards de dollars de dette publique égyptienne en livres égyptiennes en février, n'en détenaient plus que 22,2 milliards début

avril. « Tandis que la livre égyptienne s'est dépréciée d'environ 14% à 17% », indique le rapport publié par le FMI.

« La flexibilité du change a permis de répercuter une partie des pressions par les prix plutôt que de défendre un taux fixe au prix des réserves », notent Mati et Korniyenko.

Selon les données de la BCE consultées par Ahraminfo, le dollar s'échangeait autour de 47,1 livres égyptiennes avant le déclenchement de la guerre entre les États-Unis et l'Iran fin février. Le taux a ensuite atteint environ 54 livres en avril, avant de revenir autour de 51,9 livres actuellement, soit une dépréciation d'environ 10% par rapport à son niveau d'avant le conflit.

Le PIB a progressé de 5% au T3 2025-2026, et les revenus du Canal de Suez ont rebondi de 56,7% en glissement annuel en août à 567,1 millions de dollars.

« L'inflation a augmenté sous l'effet de la dépréciation de la livre et de la hausse des prix de l'énergie, mais cette progression est restée moins forte que prévu », indique le FMI.

Selon le FMI, le choc a toutefois retardé d'environ un an la baisse de l'inflation.

La dette reste une source de risque

Avec l'apaisement des tensions régionales, les investissements ont repris et les avoirs des investisseurs étrangers se sont rapprochés de leurs niveaux d'avant le conflit.

Pour les auteurs, « la dette publique élevée, les grands besoins de financement et la forte exposition des banques restent des vulnérabilités », indique le rapport.

L'Égypte a émis 1 milliard de dollars d'eurobonds sociaux en mai et 500 millions d'obligations samouraï en juin, « ramenant sa prime de risque au plus bas depuis 2014 ».

« Les besoins de financement devaient rester autour de 40 % du PIB à court terme, avant de diminuer progressivement à moins de 30 % d'ici 2030 », selon le FMI.

Cette situation rend l'économie sensible à l'évolution de l'appétit des investisseurs, des taux d'intérêt et des conditions de liquidité mondiales.

« Des besoins de financement publics élevés peuvent également conduire à une éviction du secteur du crédit privé et limiter sa capacité à investir et à créer des emplois », avertit le FMI.

OR ARTISANAL

Après les tonnes captées, le défi de l'intégration des mineurs en Afrique

Du Ghana au Burkina Faso, en passant par le Mali et la Côte d'Ivoire, le message est le même : limiter la contrebande d'or et orienter davantage de flux artisanaux vers les circuits officiels. Derrière cette formalisation se trouve toutefois une économie qui fait vivre des millions de personnes.

Le mercredi 16 septembre, le GoldBod indiquait avoir échangé, au cours des 12 derniers mois, avec sept pays africains intéressés par son modèle d'organisation de la filière aurifère artisanale au Ghana. Cet intérêt, qui illustre l'essor des politiques de formalisation sur le continent, avec l'orientation croissante des flux vers les réseaux officiels, offre aussi l'occasion d'élargir les enjeux à l'intégration réelle des mineurs artisanaux, pour qui cette activité constitue souvent la principale source de revenus.

Penser l'étape d'après...

Longtemps source de manque à gagner pour les États en raison de la contrebande et de son caractère largement informel, l'exploitation aurifère artisanale et à petite échelle (ASM) semble aujourd'hui amorcer une nouvelle trajectoire sur le continent. Du Ghana au Burkina Faso, les dispositifs mis en place par les autorités permettent de mieux capter les volumes produits par les petits exploitants et de les orienter vers les circuits officiels. Ceux-ci ne permettent toutefois pas encore de mesurer avec la même précision le nombre de producteurs à l'origine de ces volumes, ni les effets de cette formalisation sur leurs activités. Le cas ghanéen illustre ce décalage. Le mo-

dèle du GoldBod repose en effet sur un réseau d'acheteurs agréés auprès desquels les producteurs peuvent vendre leur or, avant que ces volumes ne soient revendus à l'organisme public. GoldBod indique que ce dispositif a contribué à porter les exportations d'or artisanal de 63,6 tonnes en 2024 à 103 tonnes en 2025. En revanche, l'organisme ne fournit pas de données permettant de déterminer combien de producteurs se trouvent derrière ces volumes. On retrouve une situation comparable au Burkina Faso et en Tanzanie, où les comptoirs publics et les marchés dédiés ont également contribué à accroître la place des flux artisanaux dans les statistiques officielles, sans que le nombre de producteurs à leur origine soit documenté. Cette limite prend une importance particulière au regard du poids économique de l'ASM. L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) estime que l'exploitation minière artisanale et à petite échelle, dont l'or constitue la principale composante, fait vivre directement plus de 40 millions de personnes en Afrique et profite indirectement à plus de 150 millions d'autres. Au Ghana, les estimations vont jusqu'à un million de personnes directement employées dans les mines artisanales d'or. L'enjeu est donc désormais d'aller au-delà

de la seule captation des flux. Il s'agit de pouvoir retracer davantage l'or jusqu'aux sites et aux producteurs qui en sont à l'origine, mais aussi de mieux identifier ces derniers, leur activité et leur contribution à l'économie locale. Car mieux capter l'or ne revient pas à formaliser dans le même temps l'économie qui le produit. Pour que les producteurs aient intérêt à entrer dans les circuits officiels et à y rester, les dispositifs doivent aussi leur apporter des avantages concrets en matière d'accès au marché, de financement, d'équipements ou d'accompagnement. C'est précisément dans cette perspective que l'Intergovernmental Forum on Mining (IGF) envisage la formalisation de l'or artisanal. Dans une note publiée en 2025, l'organisation la présente comme un processus continu combinant cadre légal, autorisations, soutien technique, accès au financement et aux marchés, ainsi que des incitations suffisamment adaptées pour attirer les producteurs vers l'économie formelle. Cette approche rejoint celle de la Banque mondiale, qui appelle à professionnaliser davantage l'ASM et à placer le bien-être social des mineurs au cœur des politiques, notamment à travers de meilleures conditions de travail, la sécurité et la protection sociale.

Agence

CAOUTCHOUC, PÂTE DE CACAO, BANANES

Le Cameroun gagne une place dans trois classements mondiaux en 2025

Le Cameroun a gagné une place en 2025 dans les classements mondiaux des exportateurs de caoutchouc naturel, de pâte de cacao et de bananes, selon le Rapport sur l'état de la compétitivité de l'économie camerounaise en 2025. Le document du Comité de compétitivité place le pays au 7e rang mondial pour le caoutchouc naturel, au 6e pour la pâte de cacao et au 12e pour les bananes. En 2024, il occupait respectivement les 8e, 7e et 13e places. Le Cameroun conserve par ailleurs son 9e rang pour le beurre de cacao. Pour le caoutchouc, le rapport évalue à 23 millions d'euros, soit 15,1 milliards de FCFA, la valeur des exportations camerounaises en 2025, contre 20,7 millions d'euros, environ 13,6 milliards de FCFA, un an plus tôt. Ces données conduisent le Comité à faire progresser le Cameroun du 8e au 7e rang mondial. Ces montants doivent toutefois être distingués des statistiques nationales du commerce extérieur. L'Institut national de la statistique (INS), qui exploite les données de la Direction générale des douanes, comptabilise 43,46 milliards de FCFA d'exportations de « caoutchouc brut » en 2025, contre 46,29 milliards en 2024. Les volumes sont passés de 58 067 à 50 631 tonnes, soit une baisse de 12,8 %, tandis que la valeur a reculé de 6,1 %. L'écart avec les chiffres utilisés pour le classement mondial peut notamment provenir du périmètre des produits retenus et de la base statistique utilisée. La méthodologie détaillée permettant de réconcilier précisément les deux séries n'est pas disponible

dans les sources publiques consultées. Il serait donc excessif de déduire du seul gain de rang que les recettes douanières tirées du caoutchouc ont augmenté : selon l'INS, elles ont au contraire diminué en 2025.

La pâte de cacao progresse aussi en volume

Le mouvement apparaît plus net pour la pâte de cacao. Le Comité de compétitivité évalue les exportations camerounaises à 442,5 millions d'euros en 2025, soit environ 290,3 milliards de FCFA, contre 320,2 millions d'euros, environ 210 milliards de FCFA, en 2024. Sur cette base, le Cameroun passe du 7e au 6e rang des exportateurs mondiaux de pâte de cacao. Les statistiques de l'INS, bien que différentes en valeur, confirment cette fois une progression simultanée des quantités expédiées et des recettes. Le Cameroun a exporté 73 261 tonnes de pâte de cacao en 2025, contre 61 527 tonnes un an plus tôt, soit une hausse de 19,1 %. Leur valeur est passée de 210,05 à 261,34 milliards de FCFA, en progression de 24,4 %. Cette évolution permet de nuancer l'effet des prix : pour la pâte de cacao, l'amélioration ne provient pas uniquement de la valorisation du produit. Les volumes exportés ont augmenté de près de 11 734 tonnes. Rapportée arithmétiquement aux quantités expédiées, la valeur moyenne ressort à environ 3 567 FCFA le kilogramme en 2025, contre 3 414 FCFA en 2024, soit une progression d'environ 4,5 %. La hausse des recettes s'explique donc principalement

par l'augmentation des volumes, accompagnée d'une amélioration plus limitée de la valeur unitaire. La situation est différente pour le beurre de cacao. Le rapport de compétitivité maintient le Cameroun au 9e rang mondial et chiffre les exportations à 470,1 millions d'euros en 2025. Mais les données douanières nationales font ressortir une baisse des volumes : 21 494 tonnes ont été exportées, contre 24 819 tonnes en 2024, soit -13,4 %. Leur valeur a néanmoins progressé de 16,5 %, de 99,24 à 115,57 milliards de FCFA. La hausse en valeur s'est donc produite malgré la contraction des tonnages.

Des statistiques divergentes sur la banane

Le Cameroun gagne également une place dans le classement du Comité pour la banane, passant du 13e au 12e rang mondial. Le rapport retient une valeur d'exportation de 251,4 millions d'euros en 2025, environ 164,9 milliards de FCFA, légèrement inférieure aux 252,6 millions d'euros enregistrés un an auparavant. Là encore, les différentes sources disponibles ne mesurent pas exactement la même chose. L'INS chiffre à 218 518 tonnes les exportations de la catégorie « bananes, y compris plantains » en 2025, contre 243 428 tonnes en 2024, soit un recul de 10,2 %. Leur valeur douanière atteint pourtant 67,72 milliards de FCFA, contre 36,67 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 84,7 %.

R I/Agence

SELON FORBES
25 banques africaines figurent parmi les plus performantes au monde

L'Égypte et le Kenya placent chacun quatre établissements dans ce palmarès qui évalue 500 banques originaires de 89 pays du monde, en se basant uniquement sur leurs performances financières. Vingt-cinq banques originaires de 14 pays africains figurent parmi les banques les plus performantes au monde, selon un classement publié le 9 septembre 2026 par le magazine américain Forbes. La première édition du classement « World's Top Performing Banks 2026 » distingue 500 banques originaires de 89 pays du monde sur la base de leurs performances financières. La taille des actifs ne constitue donc pas à elle seule un critère de performance. Réalisé en partenariat avec le cabinet d'études de marché Statista, ce palmarès s'appuie sur des données financières issues de fournisseurs de données tels que la plateforme S&P Capital IQ, de recherches documentaires et de données transmises par les banques concernées. Pour être admissibles à l'évaluation, les institutions bancaires devaient être des établissements financiers autorisés à recevoir des dépôts et dont l'activité principale comprend le prêt aux clients particuliers ou entreprises ; publier leurs comptes selon des normes comptables nationales réconciliables ; publier des états financiers pour l'exercice fiscal le plus récent ; fournir au moins trois années consécutives de données financières ; et détenir plus de 3 milliards de dollars d'actifs. Les banques répondant à ces critères ont été évaluées selon quatre dimensions principales : la rentabilité, pondérée à 30 % ; la croissance et la qualité des résultats, à 20 % ; la résilience du capital et du financement, à 25 % ; ainsi que la qualité des actifs et l'efficacité, également à 25 %. Les banques admissibles ont été réparties en six catégories en fonction du total de leurs actifs : les banques internationales (Global Banks), qui détiennent plus de 500 milliards de dollars d'actifs ; les grandes banques (large banks), entre 100 et 500 milliards ; les banques de taille moyenne supérieure (upper mid-size banks), entre 50 et 100 milliards ; les banques de taille moyenne (mid-size banks), entre 20 et 50 milliards ; les banques de taille moyenne inférieure (lower mid-size banks), entre 10 et 20 milliards ; et les petites banques (small banks), entre 3 et 10 milliards. Les établissements africains apparaissent dans cinq de ces six catégories. Dans celle des « grandes banques », Forbes classe trois établissements africains : National Bank of Egypt, ainsi que les zimbabwéennes CBZ Bank et FBC Holdings. CBZ occupe même la première place mondiale de cette catégorie dans le classement. Une troisième banque du Zimbabwe, NMBZ Holdings, figure dans la catégorie immédiatement inférieure, réservée aux établissements détenant entre 50 et 100 milliards de dollars d'actifs.

PORTÉS PAR LA DÉTENTE SUR LE PÉTROLE

Les marchés mondiaux évoluent dans le vert

Les marchés mondiaux évoluent dans le vert mercredi, portés par la détente des cours de l'énergie et l'appétit pour les valeurs technologiques, sur fond d'optimisme sur l'avenir proche du détroit d'Ormuz.

Les espoirs de désescalade autour du détroit d'Ormuz ont apporté un peu de répit aux marchés", soulignent les analystes de Natixis, les cours du pétrole brut reculant "après l'annonce par l'Iran d'une possible réouverture du détroit sous sept jours". Vers 07H15 GMT, le Brent de la mer du Nord, la référence internationale du pétrole, perdait 0,82% à 98,44 dollars le baril, et son équivalent américain, le WTI, cédait 1,35% à 89,30 dollars le baril. Le gaz naturel européen s'inscrit également en baisse: le contrat à terme du TTF néerlandais cédait 0,80%, à 72,75 euros le mégawattheure. Le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi a rencontré mardi à New York l'émissaire américain Steve Witkoff, à qui il a communiqué les conditions de Téhéran pour une réouverture du détroit stratégique d'Ormuz, a rapporté la télévision d'Etat Irib. L'Iran occupera mercredi encore le centre de la scène diplomatique à New York avec le discours de son président, Massoud Pezeshkian, qui a d'ores et déjà promis de "défendre fermement" les positions de son pays devant l'ONU. L'intervention mercredi matin à la tribune de l'ONU du président de la République islamique iranienne sera particulièrement scrutée par la communauté

internationale, au lendemain de l'annonce par Donald Trump d'une reprise du dialogue avec Téhéran pour tenter de mettre fin à une crise débutée au printemps par des frappes des Etats-Unis et d'Israël contre l'Iran. "La détente reste toutefois fragile, les signaux envoyés par Téhéran demeurant contradictoires et les tensions géopolitiques élevées", tempèrent les experts de Natixis.

La tech en figure de proue

"La nouvelle baisse des prix du pétrole a fait reculer les rendements obligataires mondiaux et soutenu les actions, tandis que le secteur technologique a également été porté par l'euphorie suscitée par Muse AI", l'agent de Meta, commente Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote. Dans les premiers échanges européens, la Bourse de Paris prenait 0,42%, Francfort 0,20%, Londres 0,39%, Milan 0,35% et Zurich 0,39%, profitant de la détente des prix de l'énergie. Les valeurs liées au secteur des semi-conducteurs se distinguent encore. Infineon montait de 0,23%, tandis que Suss MicroTec gagnait 1,16% à Francfort et que le spécialiste des logiciels SAP (+1,90%) bénéficiait d'une recommandation de Jefferies, qui a augmenté l'objectif de cours de 210 à 220 euros (ac-

tuellement à 185,76 euros). ASML prenait 0,90% à Amsterdam. STMicroelectronics (+0,27%) et Soitec (+1,68%) restaient également en terrain positif à Paris. En Asie, les places sont soutenues par le secteur tech. L'indice Taiex taïwanais - tiré par le géant des puces TSMC (+1,63%) - a progressé de 0,75%, profitant d'un regain de confiance dans l'IA après les annonces rapprochées d'Anthropic et d'OpenAI, qui ont lancé de nouveaux modèles plus abordables. Le Kospi sud-coréen s'est octroyé 0,90%, profitant de la hausse de SK hynix (+1,20%) et de Samsung Electronics (+3,25%). La Bourse de Tokyo était quant à elle fermée en raison d'un jour férié.

Accalmie sur les taux

"La baisse du pétrole (...) réduit les

craintes d'inflation à court terme et permet aux marchés obligataires de se stabiliser après la volatilité récente ayant suivi" la hausse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed), indique Patrick Munnelly, de Tickmill Group. "La récente flambée du pétrole s'était directement répercutée sur les anticipations d'inflation, les anticipations concernant les décisions des banques centrales et les rendements à long terme", rappelle-t-il. Vers 07H15 GMT, le taux d'emprunt français à 10 ans s'affichait à 4,46% contre 4,50% mardi à la clôture. Son équivalent allemand, qui fait référence en Europe, évoluait à 3,44% contre 3,46% la veille. L'écart entre le taux d'emprunt français à dix ans et son équivalent allemand restait ainsi de plus d'un point de pourcentage, un autre seuil psychologique scruté par les marchés.

ASIE

Les Bourses asiatiques en ordre dispersé

Les Bourses asiatiques évoluaient en ordre dispersé mercredi, tiraillées entre le secteur technologique, toujours porté par l'enthousiasme autour de l'IA, et la nette baisse des cours du pétrole, dans le sillage de l'évolution des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Les cours du brut ont fléchi mercredi en début de session asiatique. Le baril de Brent de la mer du Nord cédait 0,3% à 98,91 dollars, repassant sous la barre symbolique des 100 dollars qu'il avait franchie à plusieurs reprises depuis le début du conflit en février. Le West Texas Intermediate (WTI) américain abandonnait quant à lui 0,7% à 89,93 dollars. Côté actions, les marchés asiatiques affichaient des performances contrastées. Vers 03H20 GMT, le Taiex taïwanais - tiré

par le géant des puces TSMC - progressait de 0,6%, profitant d'un nouveau regain de confiance dans l'IA après les annonces rapprochées d'Anthropic et d'OpenAI, qui ont lancé de nouveaux modèles plus abordables. Le Kospi sud-coréen prenait quant à lui 0,20%. A l'inverse, le Hang Seng à Hong Kong cédait 0,7% à 24.903,56 points et l'indice composite de Shanghai reculait de 0,3% à 3.938,39 points. La Bourse de Tokyo était quant à elle fermée en raison d'un jour férié. Sur le marché des changes, le dollar s'appréciait légèrement face au yen à 157,63 yens contre 157,37 yens mardi, tandis que l'euro cédait du terrain face au billet vert à 1,1430 dollar contre 1,1451 dollar la veille. APS

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 23 Septembre 2026 Valeur : 25 Septembre 2026					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.6388	133.6538
1	EUR	EURO		152.6155	152.7128
1	GBP	POUND STERLING		177.8531	177.8967
100	JPY	JAPANESE YEN		84.6726	84.6929
1	CNY	CHINESE YUAN		19.9259	19.9290
1	CHF	SWISS FRANC		162.4788	162.5365
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.8668	94.8976
1	DKK	DANISH KRONE		20.4194	20.4229
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.5433	13.5558
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.1021	14.1216
1	AED	UAE DIRHAM		36.3821	36.3892
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.5858	35.5917
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.4564	434.6465
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.1270	45.5806
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.9864	13.9880
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.9124	21.0197
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3360	3.3464
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		182.3703	182.3703

POINT-MARCHÉS

L'Europe reste bien orientée avec la baisse du pétrole

Les principales Bourses européennes sont orientées à la hausse avec la poursuite de la décade des cours pétroliers qui offrent une bouffée d'air aux marchés obligataires et actions, sur fond d'espoirs diplomatiques entre les Etats-Unis et l'Iran. À Paris, le CAC 40 prend 0,36% à 8.184,47 points vers 07h25 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,44% et à Francfort, le Dax grignote 0,22%. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,28% et le FTSEurofirst 300 de 0,31%. Le Stoxx 600 gagne 0,16%, porté essentiellement par les secteurs de la technologie et de l'industrie.

Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,10% pour le Dow Jones, de 0,07% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,01% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance où ce dernier indice a inscrit un record, grâce à l'engouement pour l'intelligence artificielle. La bonne orientation des marchés se poursuit alors que les cours pétroliers sont tombés mercredi à un creux de plus de deux semaines, en route vers une sixième séance d'affilée de baisse. Ce reflux est lié à l'espoir d'une solution diplomatique entre Washington et Téhéran, le président américain Donald Trump ayant évoqué un ac-

cord après les "midterms", les élections de mi-mandat, prévues en novembre. Par ailleurs, le président iranien Massoud Pezeshkian prendra ce mercredi la parole devant l'Assemblée générale de l'Onu, et les marchés seront attentifs aux informations selon lesquelles il pourrait s'entretenir avec Donald Trump. En attendant, les rendements obligataires aux Etats-Unis refluent légèrement sur les maturités longues comme courtes, les bons des Treasuries à dix ans étant repassés sous les 5%, tandis qu'en Europe, le Bund allemand à dix ans s'affiche à 3,43, en repli de 1,3 point de base.

La publication des indices PMI en Europe pourrait influencer sur la tendance. Les premiers indicateurs en France en la matière montrent que le secteur privé a enregistré en septembre sa croissance la plus forte depuis un peu plus de deux ans, grâce à un rebond de la demande de services. Aux valeurs, BNP Paribas avance de 1,06%, la banque française ayant déclaré être en bonne voie pour enregistrer une croissance à deux chiffres de son bénéfice par action entre 2025 et 2028. Ailleurs en Europe, JD Sports recule de 0,33% alors que le distributeur d'articles de sport a fait état d'une baisse de 19,7% de son bé-

néfice semestriel. Novo Nordisk gagne 0,44%, son directeur général ayant déclaré que le groupe était prêt à envisager une cotation directe à la Bourse de New York, en remplacement des ADR. Sur le plan sectoriel, la technologie prend 0,60% avec notamment ASML qui est bien orienté (+1,02%), dans le sillage de la forte adoption par les consommateurs de l'agent IA Muse de Meta, qui a dominé les classements de téléchargement d'applications aux Etats-Unis au cours des deux dernières semaines.

R. I.

MALGRÉ L'ENLISEMENT DE LA CRISE AU MOYEN-ORIENT

L'économie mondiale résiste

Le choc énergétique a été - jusqu'ici - moins violent que redouté selon l'OCDE. Le PIB mondial progressera de 2,9% en 2026.

La croissance mondiale a ralenti au premier semestre 2026, sans céder pour autant sous les effets du conflit au Moyen-Orient. «Nous avons été plutôt surpris par la résilience des marchés et par les réponses apportées», résume Stefano Scarpetta, chef économiste à l'OCDE. L'organisation de coopération et de développement économiques prévoit une hausse du PIB mondial de 2,9% en 2026, en très légère amélioration par rapport aux prévisions de juin, puis de 3% en 2027 (-0,1% par rapport à juin).

Des tensions fortes sur les prix du gaz

Le choc énergétique a été moins violent que redouté. Les marchés ont amorti la forte baisse des flux passant par le détroit d'Ormuz grâce à une moindre demande, à la mobilisation des stocks et à la réorganisation des approvisionnements, observent les dernières «Perspectives économiques» de l'OCDE. L'offre supplémentaire fournie par d'autres producteurs, ainsi que l'utilisation du pipeline est ouest saoudien, ont également limité la flambée du brut. Ce répit est précaire. Les stocks mondiaux de pétrole étaient en août inférieurs de 507 millions de barils à leur niveau de février, soit une baisse de plus de 6%, selon l'OCDE. Les réserves de fioul dans les pays européens membres de l'organisation ont reculé de plus de 20%, tandis que la réserve stratégique américaine est tombée

à son plus bas niveau depuis 1982. Et sur le marché du gaz, en Europe, les stocks sont à leur plus bas niveau saisonnier depuis plus de quinze ans. La concurrence avec l'Asie pour le gaz naturel liquéfié (GNL) et la nécessité de reconstituer les réserves avant l'hiver font craindre une nouvelle poussée des prix.

Inflation ravivée

Cette tension énergétique devrait raviver temporairement l'inflation, déjà soutenue par le renchérissement de certains produits agricoles, affectés par les conditions météorologiques des derniers mois. Celles-ci risquent d'empirer. L'OCDE met ainsi en garde contre un épisode El Niño intense, susceptible de dégrader les récoltes en Amérique centrale, en Asie de l'Est et en Afrique. «De nouveaux ajustements des politiques monétaires pourraient être nécessaires si des signes de généralisation des tensions sur les prix apparaissent», prévient l'institution. Dans ce paysage incertain, l'intelligence artificielle est un moteur essentiel. Les investissements dans les centres de données, les semi-conducteurs et les logiciels soutiennent la production, les échanges et la demande d'équipements. Aux États-Unis, ce boom compenserait le ralentissement de la consommation : l'OCDE a relevé ses prévisions de croissance à 2,2% en 2026 et 2,1% en 2027. La Corée du Sud bénéficie

également de perspectives améliorées, grâce à son exposition aux composants électroniques. La France fait partie des exceptions négatives. L'OCDE a réduit de 0,3 point sa prévision de croissance pour 2026, à 0,4%, après un premier semestre atone. L'Insee avait récemment fait cette même prévision tandis que le gouvernement français table sur 0,5%. La faiblesse de l'investissement privé, les épisodes de chaleur et l'incertitude politique expliquent ce recul. Le Canada connaît une révision de même ampleur, à 0,9%. Pour l'ensemble de la zone euro, la croissance devrait s'établir à 1% en 2026 comme en 2027, soutenue par une normalisation attendue des prix de l'énergie et par les dépenses de défense. Autre source de fragilité, la politique commerciale américaine. Depuis juillet, les nouveaux droits de douane imposés par Washington ont porté le taux effectif moyen sur les importations de 9,6% en juin à 10,9% à la mi-septembre, selon l'OCDE. La multiplication des barrières commerciales s'ajoute donc aux incertitudes géopolitiques, énergétiques et climatiques. Pour 2027, l'organisation a abaissé de 0,1 point ses prévisions pour la plupart des pays : la résilience observée cette année ne suffira pas nécessairement à protéger l'économie mondiale si la guerre se prolonge et si les amortisseurs énergétiques s'épuisent.

Agence

INDUSTRIE AUTOMOBILE ET MONDIALISATION

Qui fabrique vraiment cette voiture ?
Les frontières s'effacent

Pendant des années, la relation économique entre la Chine et les États-Unis a été décrite sous l'angle de la concurrence : qui vend le plus, qui produit le plus. Mais il existe un autre aspect essentiel de cette relation — la coopération — et il est parfois possible de l'observer très clairement à travers un seul produit. Prenons l'automobile, par exemple. Le constructeur automobile américain General Motors (GM) et son partenaire chinois SAIC Motor ont récemment convenu de prolonger leur coentreprise pour une nouvelle période de 20 ans. Ce qui rend ce partenariat particulièrement intéressant, c'est qu'il ne consiste désormais plus simplement à vendre des voitures américaines aux consommateurs chinois. Selon GM, dont le siège est à Detroit, le renouvellement de ce partenariat permettra à la coentreprise d'accélérer sa transformation technologique et d'accroître ses perspectives de croissance. Le groupe chinois SAIC apporte un immense marché automobile, une chaîne d'approvisionnement dense ainsi qu'une expertise dans le domaine des véhicules électriques. De son côté, l'américain GM apporte des marques internationales, des capacités d'ingénierie et un accès aux marchés internationaux. En réunissant ces différents atouts, le résultat n'est plus simplement un produit chinois ou un produit américain. Il s'agit d'un produit développé grâce à la coopération — et potentiellement des-

tiné à être commercialisé dans le reste du monde. Liu Chunsheng, professeur associé à l'Université centrale de finance et d'économie de Pékin, a déclaré que le partenariat entre GM et SAIC illustre le cœur de la coopération économique et commerciale entre la Chine et les États-Unis : mettre à profit leurs forces complémentaires et créer ensemble de la valeur. « Cette coopération ne consiste pas simplement pour l'un des deux partenaires à pénétrer le marché de l'autre. Il s'agit plutôt de combiner leurs ressources et leurs atouts respectifs afin de développer des produits mieux adaptés au marché chinois, tout en contribuant à la chaîne d'approvisionnement mondiale », a expliqué Liu. Des robots industriels fonctionnent à grande vitesse dans la province du Zhejiang, en Chine, le 3 septembre 2026. / VCG

De « Made in China » à « Créé ensemble »

Pendant des décennies, le modèle de base du commerce mondial était relativement simple : un pays fabriquait le produit et un autre l'achetait. Mais les chaînes d'approvisionnement sont devenues beaucoup plus complexes. Aujourd'hui, la valeur d'un produit peut provenir simultanément de plusieurs pays — de la conception et de l'ingénierie à la fabrication, aux logiciels, à la logistique et au marketing. La coopération est donc davantage une

nécessité qu'un choix, car aucune des deux parties ne peut tout fournir à elle seule. Le Forum économique mondial estime que la fragmentation des échanges commerciaux et des flux financiers coûte déjà à l'économie mondiale jusqu'à 307 milliards de dollars par an. Maintenir l'interconnexion des marchés n'est donc pas seulement un slogan politique : cela possède également une valeur économique. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) estime, quant à elle, que la facilitation des échanges a permis de réduire les coûts du commerce mondial de 1 % à 4 %, contribuant ainsi à une augmentation des échanges de plus de 230 milliards de dollars. Les chaînes de valeur mondiales peuvent par ailleurs faire davantage que réduire les coûts. Elles peuvent également favoriser la diffusion des technologies et des connaissances, stimuler l'innovation et améliorer la productivité. C'est pourquoi les entreprises recherchent la coopération. « La coopération technologique entre les multinationales est essentielle à l'allocation mondiale des ressources. Si elle continue de ralentir, elle pourrait peser sur l'innovation dans des secteurs tels que les nouvelles énergies et les véhicules intelligents, rendant plus difficile le développement des nouvelles technologies », a déclaré Liu.

R I/Agence

ZONE EURO

Le secteur privé enregistre sa plus forte croissance depuis 2023

Cette reprise est portée par un certain rebond de l'industrie allemande. Un tel niveau n'avait pas été atteint depuis avril 2023, soit près de trois ans et demi. En France également, le rebond est palpable. L'activité du secteur privé dans la zone euro a connu en septembre sa plus forte croissance depuis avril 2023, soit près de trois ans et demi, grâce à un rebond de l'industrie allemande, selon l'indice PMI Flash publié mercredi par S&P Global. Ce baromètre, calculé sur la base de sondages auprès d'entreprises, a atteint 53,1 points, une troisième hausse mensuelle consécutive et un plus haut depuis 41 mois. La France renoue également avec des chiffres positifs, même si le rebond est plus léger. L'indice s'est établi à 51,2 en septembre, contre 48,5 en août, marquant «un retour à la hausse de l'activité du secteur privé, tendance mettant fin à une phase de contraction continue amorcée en début d'année», note S&P Global dans sa publication. Un chiffre situé sous la barre des 50 points signale une baisse de l'activité. Au-dessus de ce seuil, il reflète une expansion. Cette hausse, enregistrée malgré les tensions géopolitiques et la hausse des prix de l'énergie, est un «signal positif», estime Chris Williamson, économiste chez S&P Global. «La croissance du secteur manufacturier de la zone euro, menée par l'Allemagne, a affiché son rythme le plus soutenu depuis plus de quatre ans en septembre», fait remarquer l'expert, cité dans un communiqué. Cette croissance, précise-t-il, a été «portée par une hausse des dépenses en matière d'intelligence artificielle et de défense». Quant au secteur des services, il a lui aussi enregistré «un regain d'expansion au cours du mois, témoignant d'un raffermissement général de la croissance économique» dans les 21 pays partageant la monnaie unique. Le secteur privé connaît une croissance de son activité sur fond de créations de postes toujours modestes, le contexte géopolitique «pesant sur la confiance des entreprises et leurs décisions d'embauche». Néanmoins «l'emploi a progressé pour un deuxième mois consécutif en septembre, signe qu'un nombre croissant d'entreprises reviennent sur le marché de l'emploi», souligne Chris Williamson.

R I.

FLAMBÉE DES CARBURANTS

Donald Trump soutient l'arrêt des exportations de diesel américain

Donald Trump s'est déclaré mardi favorable à une interdiction des exportations de diesel américain, alors que les prix des carburants ont flambé en raison de la guerre au Moyen-Orient. «J'ai moi aussi plaidé en ce sens. J'ai dit: Ne vendons pas notre diesel à l'étranger. Nous produisons beaucoup de diesel. Cela pourrait avoir un léger impact sur le prix de l'essence ordinaire», a déclaré le président américain aux journalistes qui l'interrogeaient sur la question lors d'une rencontre à New York avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

AMAZON N'AVAIT PAS RÉUSSI À TUER CETTE APPLI IPTV PIRATE

Une descente de police a finalement eu raison d'elle

LiveNetTV avait résisté aux contre-mesures d'Amazon et continuait de fonctionner malgré les blocages. Après près de dix ans d'existence, l'application IPTV pirate a cessé d'émettre à la suite d'une perquisition menée à Istanbul, avant qu'un accord avec l'ACE

Disponible depuis près de dix ans, LiveNetTV proposait gratuitement des centaines de chaînes issues de plusieurs dizaines de pays via une application Android, très utilisée sur les Fire TV d'Amazon. Financée par la publicité, elle faisait partie des applications IPTV pirates les plus connues.

Amazon avait essayé de bloquer l'application

En 2025, Amazon avait commencé à désactiver plusieurs applications pirates installées en sideloading sur ses appareils Fire TV. LiveNetTV faisait partie des cibles, mais ses développeurs avaient publié de nouvelles versions capables de contourner les restrictions. Le service fonctionnait donc toujours au début de 2026. Puis, fin février, les flux se sont brutalement arrêtés. L'application s'ouvrait encore, les vignettes étaient toujours présentes, mais les chaînes ne diffusaient plus rien.



Une perquisition à Istanbul a changé la donne

Il a fallu attendre plusieurs mois pour avoir l'explication. L'Alliance for Creativity and Entertainment (ACE) a indiqué à TorrentFreak que les deux opérateurs du service, basés à Istanbul, avaient été visés en février 2026 par une perquisition et une saisie. Celles-ci ont

été menées par la police locale avec un expert désigné par la justice. L'opération faisait suite à une plainte pénale déposée par des membres de la Motion Picture Association.

Précision importante : ni la police ni l'ACE n'ont directement fermé LiveNetTV. Selon l'ACE, ce sont les opérateurs eux-mêmes qui ont décidé de couper le service après la perquisition,

avant même l'ouverture des discussions en vue d'un accord. Cet accord a été signé fin juin. Dix noms de domaine liés à LiveNetTV ont depuis été transférés à la MPA et redirigent désormais vers la page « Watch Legally » de l'ACE.

L'organisation évoque 2,4 millions de visites annuelles au plus fort de la popularité du service. Ce chiffre ne concerne toutefois que les sites web, et non l'utilisation de l'application elle-même.

L'affaire montre surtout les limites des contre-mesures purement techniques face à ce type de service. Tant que les opérateurs peuvent publier une nouvelle version ou contourner un blocage logiciel, le jeu du chat et de la souris continue. Ici, c'est l'intervention judiciaire qui a vraiment changé le rapport de force. Toujours est-il que la fermeture d'une application ne fait généralement que déplacer ses utilisateurs vers d'autres services du même genre, qui ne manquent pas.

ShinyHunters affirme avoir piraté le FBI

ShinyHunters revendique avoir piraté les systèmes du FBI et dérobé plusieurs téraoctets de données sensibles. Pour y parvenir, le groupe aurait exploité une nouvelle faille zero-day dans Oracle PeopleSoft. Après Clop, le FBI aurait-il été piraté par ShinyHunters ? C'est en tout cas ce qu'affirme le groupe cybercriminel, qui revendique une intrusion dans plusieurs systèmes de l'agence américaine et le vol de données concernant des employés, d'anciens agents et des candidats au recrutement. L'affaire, révélée en premier par 404 Media, a depuis pris de l'ampleur. Le FBI a également confirmé enquêter sur l'incident touchant FBI-Jobs.gov, actuellement en maintenance, sans statuer sur l'étendue de l'intrusion ni le vol de données revendiqué.

Les systèmes du FBI compromis via une faille zero-day dans PeopleSoft

Selon le récit livré par ShinyHunters, l'intrusion aurait débuté lundi soir avec l'exploitation d'une vulnérabilité encore inconnue dans Oracle PeopleSoft. Cette faille zero-day leur aurait permis d'exécuter du code à distance pour compromettre les systèmes du FBI, puis de progresser dans le réseau interne jusqu'à atteindre une infrastructure AWS GovCloud administrée par l'agence. De là, les attaquants auraient atteint plusieurs services internes, notamment liés aux ressources humaines, au recrutement et aux activités judiciaires du FBI, avant d'exfiltrer entre 2 et 3 To de données. Le butin comprendrait des informations sur des employés

actuels du FBI, mais aussi sur d'anciens collaborateurs et des personnes ayant candidaté auprès de l'agence. Des revendications en partie étayées par 404 Media, qui a reçu un échantillon d'environ 5 000 dossiers attribués à des employés du FBI et a pu vérifier plusieurs informations qu'ils contenaient, parmi lesquelles des numéros de téléphone correspondant à des personnes du même nom rattachées au ministère américain de la Justice. Reuters a poussé les vérifications plus loin en confrontant noms, adresses, numéros de sécurité sociale et affectations à différentes bases de données américaines et à d'anciennes fuites. Au moins dix dossiers concordent, dont celui attribué au directeur du FBI, Kash Patel. BleepingComputer a pour sa part reçu deux enregistrements contenant des informations personnelles attribuées à des membres de l'agence, ainsi qu'une capture d'écran du portail apply.fbijobs.gov défacé avec le logo de ShinyHunters. Le FBI a bien confirmé avoir ouvert une enquête sur l'incident touchant FBIJobs.gov, mais on ignore encore jusqu'où les attaquants ont pu progresser dans ses systèmes, si les autres services et l'environnement AWS GovCloud cités par ShinyHunters ont réellement été compromis, et quelle quantité de données a effectivement été exfiltrée.

Le FBI ne serait déjà plus la seule cible

Derrière le coup d'éclat, ShinyHunters aurait aussi quelques

comptes à régler avec le FBI. Les cybercriminels présentent l'opération comme une riposte à un rapport publié au printemps dernier, qui les accusait notamment d'exagérer l'étendue de leurs accès, de harceler leurs victimes et leurs proches ou encore de pratiquer le swatting. Des accusations que conteste le groupe, qui exige désormais du FBI la modification ou la suppression du document. Un différend très ciblé qui n'empêcherait toutefois pas ShinyHunters de voir plus grand, le groupe ayant déjà revendiqué l'exploitation de la vulnérabilité PeopleSoft contre d'autres organisations, parmi lesquelles plusieurs entreprises du Fortune 500. Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que ShinyHunters parvient à compromettre des systèmes via PeopleSoft. Au printemps, le groupe avait déjà été associé à l'exploitation de CVE-2026-35273, une autre faille zero-day critique permettant l'exécution de code à distance sans authentification. Plus d'une centaine d'organisations avaient alors été considérées comme potentiellement touchées, principalement dans le secteur de l'enseignement supérieur. La vulnérabilité revendiquée cette semaine ne figure en revanche dans aucun avis public d'Oracle. L'éditeur a bien publié en septembre une quinzaine de correctifs pour PeopleSoft, dont quatre concernant des failles exploitables à distance sans authentification, mais rien ne permet, pour l'instant, de faire le lien entre l'une d'elles et l'attaque menée contre le FBI.

Donald Trump a fait son choix pour le nouveau nom de l'IA. Et c'est "super"...



L'homme le plus puissant du monde fait encore connaître un de ses caprices. Cette fois, c'est du côté du nom officiel de l'intelligence artificielle.

Donald Trump veut marquer son époque. Et ça passe par le fait de renommer un certain nombre de lieux, ou même d'institutions américaines (comme le Kennedy Center, centre d'une bataille menée par le président américain). Ces derniers jours, il a lancé un sondage sur son réseau social Truth Social pour cette fois renommer l'intelligence artificielle. Mais au final, ce sondage n'aura servi à rien, le locataire de la Maison Blanche ayant déjà fait son choix !

Donald Trump veut nommer l'IA « super intelligence »

Donald Trump voulait changer le nom de l'intelligence artificielle. À la base, dans son sondage, il proposait trois termes : « extrême intelligence », « superior intelligence » et « supreme intelligence ». Pourtant, aucun de ces trois termes n'a semble-t-il trouvé grâce à ses yeux. En effet, dans son discours tenu aujourd'hui à l'ONU, le président américain a évoqué ce dossier (créé par lui-même). Il a ainsi expliqué que, dorénavant, les administrations américaines utiliseraient le terme de « super intelligence » pour désigner l'IA.

Le président américain tique sur le mot « artificielle »

Le problème de Donald Trump avec le terme intelligence artificielle, tient au mot « artificielle » qui, à son sens, « sonne comme si [cette technologie] était fausse », ce que celle-ci n'est évidemment pas, a-t-il précisé. « Bienvenue dans le nouveau monde de la super intelligence, "SI" » a-t-il par ailleurs annoncé. Et bien sûr, comme rien de ce qui est important n'est étranger à la personne du président américain, il a ramené cette nouvelle appellation à lui-même. « On va voir si j'ai du pouvoir » a-t-il ainsi blagué, espérant sûrement voir d'autres gouvernements à travers

LE CONSTRUCTEUR ITALIEN A PRIS L'EXPRESSION AU PIED DE LA LETTRE

Ferrari produit des œuvres d'art

Certains ont tendance à faire le parallèle entre belles carrosseries et œuvres d'art. Une comparaison souvent d'autant plus valable lorsque l'on parle de Ferrari. L'histoire ne dit pas si le nouveau concept du constructeur vient de là, mais pour quelques clients, la marque propose désormais des créations d'un genre particulier dans son catalogue Collectibles. Elle propose des éléments de carrosserie décorés et encadrés. De quoi offrir une décoration aussi singulière qu'exclusive.

Des œuvres d'art, les Ferrari ? L'expression employée par certains passionnés de la marque prend désormais tout son sens. Le constructeur les a sans doute entendus et propose désormais à la vente de véritables pièces de collection. Le département Collectibles, habitué à des articles parfois moins prestigieux comme des vêtements et autres casquettes, dispose désormais dans ses collections d'une nouvelle catégorie. Des créations que l'on peut accrocher au mur de son salon dans le simple but de les admirer. Sur un cadre, vous pouvez désormais avoir un panneau avant ou arrière d'une Ferrari actuelle de votre choix. Le tout sert de support aux croquis de Flavio Manzoni, designer de la marque. Cette collection, baptisée Sketch Body, est née en reprenant le concept d'une Art Car basée sur une 812 Competizione Tailor Made. Ce modèle unique à la teinte jaune est recouvert de dessins et de notes du designer. Une étude stylistique sur papier qui aurait été projetée sur une voiture à l'échelle 1. Les modèles désormais disponibles reprennent un élément de carrosserie dans ce style, qui devient une pièce de décoration une fois encadré. Réalisés sur commande, ces Sketch Body peuvent utiliser des éléments de n'importe quelle Ferrari de la gamme actuelle à l'exception de la Luce. Des pièces ont donc déjà été réalisées sur la base de la 812 Competizione. Même si elle n'est plus produite, elle reste l'inspiratrice de la collection. D'autres exemplaires basés sur la 12Cilindri, la Daytona SP3, le Purosangue et la F80 sont déjà sortis des ateliers. Bien entendu, comme toujours avec le



constructeur au cheval cabré, il est possible de faire personnaliser son achat. Pourquoi ne pas choisir, par exemple, le même capot que celui d'une voiture

commandée en parallèle ? Dans cette optique, il est ainsi possible d'accorder la teinte de sa pièce avec celle de sa voiture.

Un concept original... ou non

Pour le moment, Ferrari est assez discret sur le nombre de Sketch Body qui seront produits. Pourtant, c'est en grande partie ce qui déterminera leur valeur à l'avenir. L'art et les Ferrari ont toujours eu pour point commun d'attirer les investisseurs. Ces réalisations, qui allient les deux univers, ne devraient donc pas faire exception. Le prix de ces pièces est tout aussi confidentiel que les conditions permettant de les acquérir. On peut imaginer que ces produits seront d'abord réservés aux clients de la marque possédant déjà la voiture correspondante. À ce sujet, la marque propose simplement de manifester son intérêt sur son site ou auprès d'un vendeur officiel. Un conseiller dédié se chargera ensuite du reste du processus.

Ce n'est pas la première fois que Ferrari propose ce genre de créations basées sur des pièces de ses véhicules. Seulement, c'est la première fois que ces objets d'exception prennent une dimension aussi sculpturale. Auparavant, Ferrari avait déjà proposé des pièces issues du monde de la compétition et mises en valeur pour la collection. La marque a ainsi vendu des éléments de carrosserie de monoplaces, mais aussi des arbres à cames de V10 de F1 ou encore des disques de frein d'une ancienne monoplace de Charles Leclerc. Ces Sketch Body auront au moins l'avantage d'être reproductibles en plus grand nombre et ainsi de satisfaire une clientèle un peu plus large, toutes proportions gardées.

Un moteur diesel de 8,3 litres va être lancé alors que les prix des carburants

General Motors passe à l'offensive sur le marché des pickup Heavy Duty avec le "Mon-goose", un tout nouveau V8 turbodiesel de...8,3 litres de cylindrée, destiné aux Chevrolet Silverado et GMC Sierra 2027. Conçu en partie pour concurrencer le V8 Ford "Scorpion" à coups de couple monumental et de capacités de remorquage record, ce monstre de cylindrée ne dit pas encore tout sur ses données techniques. En tout cas, dans un contexte de prix record du gazole y compris aux USA, ce genre de bloc peut surprendre. Outre-Atlantique, la guerre des gros pickups « Heavy Duty » ne se règle ni à coups de batteries, ni avec des discours sur la sobriété écologique. Très peu pour les marques américaines. Chez elles, les capacités de remorquage et le couple des motorisations restent des arguments commerciaux majeurs. Et seuls les « cubic inches » le permettent, agrémentés de turbos et autres compresseurs. General Motors vient d'officialiser la sortie d'un tout nouveau moteur : un V8 turbodiesel Duramax de 8,3 litres de cylindrée (vous avez bien lu), baptisé en interne « Mon-goose ». Destiné à équiper les futurs Chevrolet Silverado HD et GMC Sierra HD pour le millésime 2027, ce bloc inédit s'inscrit dans une rivalité

historique et très ciblée. Le nom choisi par GM n'a rien d'un hasard. La mangouste est le prédateur naturel du scorpion. Or, le V8 Power Stroke 6,7 litres de Ford — le bloc rival qui domine actuellement le segment des utilitaires lourds — porte le nom de code interne "Scorpion". Pour accompagner son annonce, General Motors a publié une vidéo sans équivoque mettant en scène un affrontement entre les deux animaux dans le désert, comme pour montrer déjà que GM cherche à "bouffer" son rival et dépasser les chiffres du V8 Ford.

Une cylindrée proche de certains camions

L'augmentation de cylindrée est considérable : passer du V8 6,6 litres actuel au bloc 8,3 litres représente un bond de 26 % de la capacité du moteur. Et cela fait donc plus d'un litre par cylindre ! 8,3 litres, c'est aussi la cylindrée d'un camion de taille moyenne en Europe, de format 19 tonnes. Cela faisait longtemps que l'on n'avait pas observé de tels volumes, même chez les Américains. Le groupe GM avait déjà poudré la fameuse série "500" il y a plusieurs décennies (8,2 litres) en essence, avec des rendements pour le moins médiocres : dépollués, certains pei-



naient à dépasser les 200 ch. Pour l'heure, le groupe américain n'a divulgué aucune fiche technique définitive concernant la puissance ou le couple exacts, mais puisque la guerre est aux chiffres, il faudra dépasser les 1600 Nm du V8 diesel Ford pour avoir la couronne de la plus « grosse » motorisation. Anecdote sur la route, mais vendeur auprès des pros et particuliers qui

ont besoin de ces camionnettes « heavy duty » pour de gros travaux ou remorquages.

A 1,50 € le litre de gazole

L'arrivée d'un nouveau V8 à cylindrée inavouable (après le « Godzilla » Ford de plus de 7 litres, mais en essence), qui plus est en diesel, a en tout cas de quoi dénoter même

aux Etats-Unis où le prix des carburants atteint des records. Comme en France et en Europe ! Certes, à des valeurs toujours inférieures mais la hausse est spectaculaire. Le gallon de gazole a brièvement dépassé les 6,50 dollars ces derniers jours, et ce n'est qu'une moyenne nationale. Au taux de change actuel, cela correspond à un litre de gazole à 1,50 €. Un euro de moins qu'en France,

Mots fléchés

Résineux		Rongeurs amphibies		Fermées		Chant d'oiseaux		Restes			Parties de pistolets		Patrie de Georges Brassens
Régicide (François)				Habitante d'un pays voisin				Paquets			Agiter		
									Aurochs				
									Personnage stupide en bande dessinée				
Inventorias		Travaux forcés				Divisé							
						Inquiétât							
Époux d'Isis		Huileuse											
		Insecte noir											
						Le soleil s'y lève				En matière de			
						Métal précieux				Conges nouveaux français (initiales)			Partie d'une chaîne HI-FI
Plancher	Épuise				Ventilé	Se rebeller	Interruption						
	Organe génital												
			Contant								Connu		
			Égouttoirs								Arrose Lisbonne		
Chance						Jésus le Nazaréen, Roi des Judéens (initiales)		La poste française				Restes	
Oiseaux		Fête taurine						Fondateur d'une secte (Claude Vorillon)		Prière			
		Jadis un couteau								Groupe de rap français (initiales)			
				Mettre en réserve									
				Par									
Ruthénium					Plaisantes								
Dressing- room			Sélection		Service rapide								Gouvernant
									Suçai		Travaux pratiques		
											Os du pied		
Soutien	Peur					Abattre	Petit officier			Salve			
	Action défensive au football						Dessus du panier				Bovin		
				Lettre grecque									
				Disciples				Niveau					
Actinium													
Marche- pieds			Éluda		Adjectif numéral			Idiots					
								En outre					
								Titane					
Soulevé					Enlève								
					Lentille bâtarde							Aimable	
Cérium													
		German- drée petit if				Néon	Existes		Petite classe (initiales)		Béryl- lium		
		Petit saint									Sodium		
Pouffiasses	Hirondelle de mer							Pièce d'artillerie					
								Répugnant					

PÉTROLE

Le Brent avoisine les 100 dollars le baril

Les cours du pétrole étaient stables, mercredi, dans un marché tourné vers les efforts diplomatiques en cours pour la désescalade au Proche-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,12% à 99,37 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation en tant que contrat de référence, perdait 0,66% à 89,92 dollars.



MONNAIES

Le dollar se renforce face aux autres devises

Le dollar était en hausse, mercredi, soutenu par les anticipations d'une nouvelle hausse des taux directeurs américains. Le billet vert gagnait 0,35% face à la monnaie unique européenne, à 1,1409 dollar pour un euro (vers 10H25 GMT), et prenait 0,27% face à la monnaie japonaise, à 157,82 yens pour un dollar. Selon des analystes, le ton offensif des responsables de la banque centrale américaine suffit à soutenir la demande pour le dollar. La Réserve fédérale américaine (Fed) a déjà relevé ses taux directeurs la semaine dernière, mais le marché attend majoritairement un autre tour de vis avant la fin de l'année afin de lutter contre l'inflation.

APS

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or recule

Les prix de l'or ont reculé, mercredi, freinés par la fermeté du dollar et par les déclarations offensives de responsables de la Réserve fédérale, qui renforcent les anticipations d'un durcissement monétaire. L'or au comptant a cédé 0,9 %, à 4.316,59 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or aux Etats-Unis pour livraison en décembre reculaient de 0,5 %, à 4.353,30 dollars. Le dollar a atteint son plus haut niveau en deux mois, rendant le métal coté en billet vert plus cher pour les détenteurs d'autres devises. L'or continue d'évoluer dans sa fourchette étroite établie entre 4300 dollars et 4400 dollars, sous l'influence des commentaires de la Fed et leur impact sur les taux américains. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a reculé de 2,7 %, à 65,28 dollars l'once, le platine a perdu 2,3 %, à 1.790,48 dollars, et le palladium a cédé 2 %, à 1280,72 dollars.

APS

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

L'APN présente à Doha l'expérience algérienne

Le membre de l'Assemblée populaire nationale (APN), Amar Zoubir Saidi, a présenté, mardi à Doha (Qatar), l'expérience algérienne dans la lutte contre la corruption, mettant en avant le rôle du Parlement dans le renforcement des efforts de prévention, indique un communiqué de l'Assemblée. L'expérience algérienne a été présentée lors d'une séance parlementaire sur la relation entre les Parlements arabes et les organes de lutte contre la corruption, organisée à l'initiative de l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption et de l'Autorité de contrôle administratif et de transparence de l'Etat du Qatar. Dans son intervention, M. Saidi a indiqué que pour l'Algérie "la lutte contre la corruption est un choix institutionnel intégré, visant à consolider l'Etat de droit et à renforcer les principes de transparence et d'intégrité", précisant que "ce processus a fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre des réformes engagées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". L'approche algérienne, a-t-il dit, repose sur "un système global associant la prévention, l'anticipation, la détection, le contrôle et l'application rigoureuse de la loi", soulignant que "l'enjeu ne se limite pas à sanctionner les auteurs d'actes de corruption, mais consiste également à s'attaquer à ses causes". Le député a également mis en avant "l'engagement de l'Algérie à renforcer le cadre institutionnel propre à la prévention et à la lutte contre la corruption, à développer les mécanismes juridiques ayant trait à la transparence et à appuyer les dispositifs de contrôle et d'audit, dans le cadre d'un système fondé sur la complémentarité des rôles entre les différentes institutions". A cet égard, M. Saidi a évoqué "le rôle de l'APN dans le développement du cadre juridique relatif à la prévention et à la lutte contre la corruption, ainsi que dans l'exercice de sa fonction de contrôle de l'action gouvernementale et des politiques publiques", précisant que "le renforcement des canaux de coopération et d'échange d'informations et d'expertises entre l'Assemblée et les organes de lutte contre la corruption, dans le cadre de la loi, est à même d'accroître l'efficacité du dispositif national de lutte contre la corruption". Après avoir souligné "la nécessité de promouvoir la culture d'intégrité, de simplifier les procédures administratives et de renforcer la numérisation et la transparence, en tant que mécanismes contribuant à la prévention des pratiques de corruption", il a expliqué que "la nature transfrontalière de certaines formes de corruption fait de la coopération régionale et internationale et de l'échange d'informations et d'expertises, une nécessité pour soutenir les efforts de lutte contre ce phénomène". Dans ce sillage, le député a rappelé que l'Algérie "accorde une importance majeure à la coopération parlementaire arabe et internationale en matière de consolidation de l'intégrité, de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, au vu du rôle qui incombe aux Parlements dans l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, le développement des cadres juridiques et institutionnels, ainsi que dans le renforcement de la coopération avec les organisations internationales et régionales spécialisées". Le parlementaire algérien a conclu son intervention en mettant en relief "la nécessité de développer les relations entre les Parlements arabes et les organes de lutte contre la corruption pour aboutir à des résultats concrets", à travers "le renforcement de la législation, le développement des mécanismes de contrôle parlementaire, l'échange d'expertises, l'appui à l'indépendance des instances spécialisées, l'encouragement de la numérisation et de la transparence et l'élargissement de la coopération parlementaire arabe en la matière". Cette séance parlementaire s'est tenue en marge des travaux de la 6e session de la Conférence des Etats parties à la Convention arabe de lutte contre la corruption, organisée par le Secrétariat général de la Ligue arabe.

R E/Agence

OUM EL BOUAGHI

Production de plus de 1,9 million de quintaux de céréales au titre de la saison 2025-2026

La wilaya d'Oum El Bouaghi a réalisé une production de plus de 1,9 million de quintaux de céréales, au titre de la saison agricole 2025-2026, a-t-on appris mercredi, auprès du directeur local des services agricoles, Chaâbane Chenna. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que la production réalisée (1.963.866 de quintaux) se répartit entre 925.466 quintaux d'orge, 678.134 quintaux de blé dur, en plus d'environ 370.000 quintaux de blé tendre, et d'autres variétés. Il a ajouté que la quantité de céréales stockée depuis le lancement de la campagne de moisson-battage pour la saison agricole en cours a atteint 1.541.524 de quintaux, à travers les deux coopératives de céréales et de légumes ont été mobilisées, M. Chenna a indiqué que le rendement de la production par hectare a atteint une moyenne de 9,69 quintaux. Il a souligné que la campagne de moisson-battage pour la saison agricole en cours a atteint 1.541.524 de quintaux, à travers les deux coopératives de céréales et de légumes secs d' Oum El Bouaghi et Aïn M'lila. Le directeur du secteur a souligné d'autre part que toutes les dispositions relatives à la campagne de labours-semences pour la saison agricole 2026-2027 ont été finalisées, laquelle devrait débuter -selon lui- dans la wilaya, à la mi-octobre prochain.

ANP

Reddition d'un terroriste et arrestation de 7 éléments de soutien aux groupes terroristes

Un terroriste s'est rendu aux autorités militaires d'In Guezzam et sept éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans différentes opérations à travers le territoire national, durant la période allant du 16 au 22 septembre, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période allant du 16 au 22 septembre 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste, le terroriste dénommé +H.M+ alias +Abou Barka+ s'est rendu aux autorités militaires à In Guezzam en 6ème Région militaire, en sa possession un (1) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, une quantité de munitions et d'autres effets, tandis que des détachements de l'ANP ont arrêté 7 éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations", note le communiqué. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, 38 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 2 quintaux et 72 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 58 kilogrammes de cocaïne et 136.538 comprimés psychotropes ont été saisis et ce, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires", ajoute la même source. A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah et Illizi, "des détachements de l'ANP ont arrêté 134 individus et saisi 30 véhicules, 192 groupes électrogènes, 128 marteaux-piqueurs et des quantités de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite". "De même, 12 autres individus ont été appréhendés et un (1) pistolet automatique, 4 fusils de chasse, 10.150 litres de carburants, 20 quintaux de tabacs et 6 tonnes de denrées alimentaires, destinés à la contrebande, ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes". Par ailleurs, "les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de 320 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 717 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le communiqué du MDN.

APS